Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Dimanche 15 juin 2025 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°656 ■

PRÉPARATION DE LA LOI DE FINANCES 2026

Le ministère des Finances trace les grands contours

P 16

RÉGULARISATION DU FONCIER AGRICOLE

L'État passe à la vitesse supérieure

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Youcef Chorfa, a annoncé hier, depuis la wilaya de Chlef, le lancement effectif de la régularisation du dossier du foncier agricole, suite à la signature de l'instruction ministérielle conjointe relative à cette opération, concrétisant ainsi la décision du Président de la République de clore ce dossier d'ici la fin de l'année 2025. P 3

ALGÉRIE POSTE LANCE « BARIDPAY »

Une nouvelle solution numérique de paiement via QR Code

Dans la continuité de sa stratégie de modernisation des services financiers et de promotion de l'inclusion numérique, Algérie Poste a annoncé ce samedi le lancement officiel de son nouveau service de paiement électronique baptisé « BaridPay ». P 3

DÉBUT DES EXAMENS DU BACCALAURÉAT 2025

Plus de 850 000 candidats à l'épreuve

Ce dimanche marque le début des épreuves du baccalauréat, session 2025, pour plus de 850 000 candidats répartis à travers 3 000 centres d'examen sur l'ensemble du territoire national. Les épreuves, programmées du 15 au 19 juin, se déroulent sous la supervision de plus de 240 000 encadreurs mobilisés à l'échelle nationale.

P 2

TRANSPORT AÉRIEN DURABLE

Les grands axes de la stratégie nationale

Le ministre des Transports, Saïd Sayoud, a affirmé hier, lors de l'ouverture du colloque international sur l'environnement dans l'aviation civile, l'importance de renouveler la flotte aérienne avec des avions à haute performance environnementale.

P 5

FAO

Plus d'un tiers des stocks mondiaux de poissons marins restent surexploités P 2

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

L'Algérie veut mobiliser sa diaspora P 5

FABRICATION DE MÉDICAMENTS OPHTALMOLOGIQUES ET DE PRODUITS VÉTÉRINAIRES

Deux unités de production de Saïdal bientôt opérationnelles à Mostaganem P 5

BAC 2025

Les maisons de jeunes ouvertes gratuitement aux candidats

Pour l'examen du baccalauréat, prévu aujourd'hui 15 juin au 19 juin 2025, le ministère de la Jeunesse a annoncé une mesure exceptionnelle en faveur des candidats : la mise à disposition gratuite de toutes les maisons et foyers de jeunes répartis sur l'ensemble du territoire national. En application des instructions du ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la Jeunesse, M. Mustapha Hidaoui, et dans le cadre de la volonté du ministère d'accompagner les efforts de l'Etat pour assurer la réussite des épreuves du BAC, session juin 2025, en réunissant des conditions favorables aux candidats pour passer cet examen important dans une atmosphère empreinte de sérénité et de calme, le ministère de la Jeunesse annonce la mobilisation des maisons de jeunes à travers le territoire national pour héberger les candidates et candidats au baccalauréat précise le communiqué. Cette initiative vise à offrir un lieu d'accueil, de repos et de récupération aux élèves entre les épreuves de la matinée et celles de l'après-midi.Cette décision, qui s'inscrit dans le cadre des efforts globaux de l'État pour garantir le bon déroulement de l'examen, fait suite aux instructions de Mustapha Haïdaoui, ministre de la Jeunesse et chargé du Conseil supérieur de la jeunesse. Le ministère a souligné que cette mesure s'adresse aux filles et garçons candidats au bac, qu'ils soient internes, externes ou issus de zones éloignées.Les foyers de jeunes resteront ouverts durant toute la période de l'examen, et seront spécialement aménagés pour permettre aux élèves de se reposer, de s'hydrater, de se concentrer ou simplement de bénéficier d'un moment de calme avant ou après leurs épreuves. Le ministère précise que cette action vise aussi à réduire la pression psychologique souvent ressentie par les élèves, tout en leur offrant un environnement sûr et encadré.

DÉBUT DES EXAMENS DU BACCALAURÉAT 2025

Plus de 850 000 candidats à l'épreuve

Ce dimanche marque le début des épreuves du baccalauréat, session 2025, pour plus de 850 000 candidats répartis à travers 3 000 centres d'examen sur l'ensemble du territoire national. Les épreuves, programmées du 15 au 19 juin, se déroulent sous la supervision de plus de 240 000 encadreurs mobilisés à l'échelle nationale.

Par Réda Hadi

Ce rendez-vous décisif pour les élèves se tient dans un climat de grande vigilance, avec la mise en place d'un dispositif sécuritaire strict par les autorités. Ce dernier prévoit notamment la sécurisation du transport des sujets, leur ouverture et distribution dans les centres, ainsi qu'un encadrement rigoureux tout au long du déroulement des épreuves.

La session de l'année 2025 est également marquée par une hausse sensible du nombre des candidats libres, selon le ministère de l'Education nationale, assurant que compte tenu de l'importance de cet examen national, toutes les mesures organisationnelles ont été prises afin d'assurer le bon déroulement des épreuves.

A cet effet, le ministre de l'Education nationale, Mohamed-Seghir Saâdaoui, qui a présidé, la semaine dernière, une conférence d'orientation consacrée à la gestion de l'examen du baccalauréat, avait assuré que l'ensemble des institutions de l'Etat conjuguent leurs efforts afin de permettre aux candidats de passer les épreuves du Bac dans les meilleures conditions.

Tout en donnant une série d'orientations en vue de la dotation de ces structures de tous les équipements et moyens nécessaires

M. Sadaoui avait insisté sur l'instauration d'un climat de transparence, de régularité et de discipline au niveau des centres d'examen.

Ainsi et pour faciliter davantage les démarches des candidats au baccalauréat,

Les candidats auront le choix entre deux sujets puisés du programme annuel, dispensé durant l'année scolaire, dans chacune des sept filières, à savoir lettres et philosophie, langues étrangères, sciences expérimentales, mathématiques, technique-mathématiques, gestion et économie, ainsi que les arts.

L'Office national des examens et concours (ONEC) pour a part, a assuré que les sites dédiés au téléchargement des convocations pour les examens écrits demeureront accessibles jusqu'à la fin des épreuves pour permettre aux candidats de récupérer leurs convocations en cas de perte.

L'ONEC a également exhorté les candidats à repérer à l'avance le centre d'examen où ils sont inscrits, afin d'éviter tout retard, ainsi qu'à se munir de leur convocation et de la carte nationale d'identité pour les présenter à l'entrée du centre d'examen durant toute la période du Bac et ce, jusqu'à la fin des épreuves.

En plus de la nécessité de rejoindre les salles d'examen au moins une demi heure avant le début de chaque examen (matin et après-midi), le ministère de l'Education nationale a exhorté les candidats à éviter d'interagir avec les faux sujets circulant sur les réseaux sociaux les invitant à se concentrer plutôt sur la révision et la préparation de cet examen

S'agissant des mesures visant à garantir la transparence de l'examen, il est rappelé aux candidats l'interdiction stricte d'utiliser ou d'introduire dans les centres d'examen tout moyen de communication notant que la loi prévoit des sanctions à l'encontre de toute personne se présentant à la place d'un autre candidat.

Afin de sécuriser ces épreuves et garantir leur bon déroulement, quelque 22 000 agents de la Protection civile et 24 000agents de l'ordre seront mobilisés et répartis à travers les centres d'examen. Pour rappel, le taux de réussite à l'examen du Bac pour l'année 2024 était de 58,28%.

FAO

Plus d'un tiers des stocks mondiaux de poissons marins restent surexploités

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a indiqué que 35% des stocks mondiaux de poissons marins souffraient toujours de surexploitation malgré une amélioration progressive. Ces conclusions ont été publiées mercredi dans l'Etude sur l'état des ressources halieutiques marines mondiales 2025, qui a été dévoilée au cours de la Conférence des Nations unies sur les océans. Le rapport a révélé que si 64,5 % des stocks de poissons marins étaient exploités à une échelle biologiquement durable, 35,5 % continuaient de subir des pressions liées à la surpêche. La FAO a souligné que la surpêche mondiale avait augmenté d'environ 1% par an ces dernières années. Les régions appliquant des stratégies de gestion durables et scientifiques ont cependant enregistré des progrès notables. Le Pacifique Nord-Est affiche ainsi un taux de durabilité de 92,7%, suivi du Pacifique Sud-Ouest avec 85 %.

SONELGAZ

Une équipe technique se rend en Syrie pour évaluer les besoins du secteur électrique

Le PDG du groupe Sonelgaz, Mourad Adjal, a présidé une réunion préparatoire avec une équipe technique composée d'experts en production, transport et distribution d'électricité, en prévision de son envoi, jeudi, en Syrie, l'objectif étant de s'enquérir sur place de la situation de l'approvisionnement électrique et d'établir un rapport détaillé incluant une feuille de route pour identifier les besoins de ce pays frère en matière d'énergie électrique, indique un communiqué du groupe. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des directives des hautes autorités du pays et des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, concernant le soutien à la Syrie dans le domaine de l'électricité, précise le communiqué, soulignant que M. Adjal a mis en avant, lors de la réunion, l'importance de cette mission, considérée comme une priorité de l'Etat algérien, insistant sur la nécessité pour Sonelgaz de respecter au mieux les engagements officiels.

Les missions de l'équipe algérienne porteront principalement sur l'évaluation de la situation de l'approvisionnement en électricité en Syrie, l'identification des besoins du secteur et la proposition de solutions immédiates et stratégiques dans les domaines de la production, du transport et de la distribution, selon la même source. Les missions incluront également la mise en place de programmes de formation au profit des techniciens syriens dans les écoles techniques relevant de Sonelgaz. Le PDG a mis l'accent sur la nécessité de préparer une étude technique complète, qui servira de base à la feuille de route à adopter dans le cadre du projet de soutien au secteur énergétique syrien, conclut le communiqué.

Quotidien economique
Les Enjeux Éco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

RÉGULARISATION DU FONCIER AGRICOLE

L'État passe à la vitesse supérieure

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Youcef Chorfa, a annoncé hier, depuis la wilaya de Chlef, le lancement effectif de la régularisation du dossier du foncier agricole, suite à la signature de l'instruction ministérielle conjointe relative à cette opération, concrétisant ainsi la décision du Président de la République de clore ce dossier d'ici la fin de l'année 2025.

Par Sirine R.

C'est dans ce cadre qu'une rencontre nationale a été tenue au siège de la Chambre nationale d'agriculture, consacrée au décret ministériel conjoint relatif à l'assainissement du foncier agricole relevant du domaine privé de l'État, dans ses différentes formules d'attribution et d'exploitation. Les directeurs des services agricoles des 58 wilayas ont été réunis, et des directives claires ont été données afin de clôturer ce dossier dans les délais fixés par le chef de l'État. À cette occasion, le décret ministériel conjoint, approuvé par les ministres le 1er juin 2025, a été présenté. Ce texte s'inscrit dans la mise en œuvre des instructions du Président de la République, formulées lors de la célébration du cinquantenaire de la création de l'Union nationale des paysans algériens, visant à régler définitivement le dossier du foncier agricole avant la fin de l'année 2025.

La rencontre a également été l'occasion de présenter le calendrier de mise en œuvre de la feuille de route pour l'assainissement du foncier agricole, ainsi que la plateforme numérique dédiée à cette opération.

À cette occasion, Hamid Bensaâd, Secrétaire général du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, a affirmé que ce décret traduit la volonté ferme de l'État de réorganiser et d'exploiter le foncier agricole de manière rationnelle, équitable et efficace.

Il a précisé que ce décret ministériel met à la disposition des cadres exécutifs des outils de travail clairs et opérationnels, fondés sur les textes législatifs et réglementaires en vigueur, et incarne les principes de bonne gouvernance, à travers notamment le renforcement de la coordination entre l'assainissement et la récupération des terres non exploitées; la régularisation de la situation des agriculteurs actifs dans un cadre juridique stable ; la promotion des grands investissements agricoles, notamment dans les régions sahariennes ; et l'intensification du contrôle contre le détournement de l'usage du foncier agricole.

Dans ce contexte, M. Hamid Bensaâd a appelé, au cours de cette rencontre qualifiée d'historique, l'ensemble des cadres, tant au niveau central que local, à travailler de manière effective, avec transparence et efficacité, à mobiliser tous les moyens et à redoubler d'efforts pour résoudre les problèmes et blocages entravant la régularisation du foncier agricole, et à accélérer son assainissement, considéré comme un véritable levier de développement économique et social du pays.

Par ailleurs, la campagne de moisson-battage pour la saison 2024-2025 dans les wilayas du nord a été officiellement lancée hier depuis la wilaya de Chlef. La cérémonie s'est tenue à l'exploitation agricole des frères Belkhelfa, située dans la commune d'Ouled Fares, couvrant une superficie de 118 hectares et spécialisée dans la culture des céréales, la production de semences de pommes de terre, ainsi que d'autres produits agricoles.

Sur place, le ministre, accompagné du wali, a assisté à une présentation détaillée sur les composantes et les capacités du secteur agricole dans la wilaya de Chlef, prenant connaissance des programmes de développement en cours ainsi que du niveau de réalisation des objectifs fixés. Le ministre a par ailleurs rappelé les objectifs tracés par les autorités publiques concernant les cultures stratégiques, notamment l'atteinte de l'autosuffisance en blé dur, tout en étant à l'écoute des préoccupations exprimées par un groupe d'agriculteurs.

ALGÉRIE-UE

Tirer le meilleur parti des ressources disponibles pour renforcer les relations commerciales

Par R E.

L'ambassadeur de l'Union européenne (UE) en Algérie, Diego Mellado Pascua, a appelé, jeudi à Alger, à tirer le meilleur parti des ressources disponibles et des potentialités de l'Union européenne et de l'Algérie pour renforcer les relations commerciales entre les deux parties. Dans une déclaration à la presse, en marge d'une rencontre organisée par l'Organisation algérienne du commerce et de l'investissement social (OACIS), avec la participation d'hommes d'affaires algériens et espagnols et de représentants de l'Autorité portuaire de Barcelone, l'ambassadeur de l'UE a estimé que cette rencontre «témoigne de la solidité des relations commerciales entre l'Algérie et l'Europe», mettant en avant les potentialités existantes dans les deux rives de la Méditerranée, notamment les installations logistiques du Port de Barcelone qui ont été présentées à cette occasion. M. Mellado Pascua a, dans ce cadre, salué les potentialités dont dispose l'Algérie, appelant à «en tirer parti pour renforcer les relations commerciales entre l'Europe et l'Algérie». Il a rappelé dans le même contexte les cadres juridiques régissant les relations Algérie-UE, tels que l'accord d'association et les futurs mécanismes d'investissement. Il a, par là même, évoqué les efforts en vue de l'élaboration d'une charte pour la Méditerranée, considérant que «la conjoncture actuelle est propice au renforcement des relations entre les deux parties». De son côté, l'ambassadeur d'Espagne en Algérie, Fernando Moran Calvo-Sotelo, a souligné l'importance de cette rencontre pour «la coopération dans les domaines économique, commercial et politique entre l'Algérie et l'Espagne, qui partagent une histoire commune et sont proches culturellement». «Les relations entre les deux pays ont pris de nouvelles dimensions et chaque pays a besoin de l'autre», a-t-il dit, appelant à «œuvrer à renforcer et pérenniser ces relations».

ALGÉRIE POSTE LANCE « BARIDPAY »

Une nouvelle solution numérique de paiement via QR Code

Par M. A.

Dans la continuité de sa stratégie de modernisation des services financiers et de promotion de l'inclusion numérique, Algérie Poste a annoncé ce samedi le lancement officiel de son nouveau service de paiement électronique baptisé « BaridPay ». Accessible via l'application mobile « BaridiMob », ce dispositif permet aux utilisateurs d'effectuer des paiements instantanés en scannant simplement un QR Code, sans avoir besoin d'une carte Edahabia ni d'espèces.

Présentée comme une solution simple, pratique et sécurisée, BaridPay se veut un outil innovant au service de la transformation digitale du secteur postal. Le service repose sur une technologie de paiement sans contact, visant à faciliter les transactions commerciales quotidiennes, tant pour les citoyens que pour les commerçants.

«BaridPay permet aux clients d'effectuer des paiements en toute fluidité, simplement en scannant le QR Code du commerçant via l'application BaridiMob», précise le communiqué. Cette technologie ouvre la voie à une expérience de paiement plus rapide et moderne, en phase avec les standards internationaux et les exigences d'une société de plus en plus digitalisée.

L'initiative s'inscrit dans un vaste programme engagé par Algérie Poste pour dynamiser les usages numériques et améliorer l'accessibilité aux services financiers. Elle vient également répondre à l'objectif stratégique de renforcer l'inclusion financière à travers le pays, notamment en facilitant l'accès aux moyens de paiement numériques. À travers BaridPay, Algérie Poste confirme son ambition de devenir un acteur majeur du paiement mobile en Algérie, tout en participant activement à la digitalisation de l'économie nationale.

PRÉPARATION DE LA LOI DE FINANCES 2026

Le ministère des Finances trace les grands contours

Par Mourad A.

Alors que l'Algérie fait face à des défis économiques croissants, le ministère des Finances vient de dévoiler les grandes lignes directrices pour la préparation de la loi de Finances 2026. Dans une lettre de cadrage diffusée aux différents ordonnateurs, l'accent est mis sur la rigueur, la performance et l'adaptation stratégique, dans un contexte marqué par les incertitudes géopolitiques et les effets persistants du changement climatique.

À travers ce document-cadre, les autorités financières entendent adopter une approche « réaliste, prudente et rigoureuse » pour la gestion budgétaire à venir, en fixant un calendrier précis : les discussions budgétaires débuteront dès le 22 juin 2025, et les projets de budgets sectoriels devront être déposés avant le 15 juin. Chaque proposition devra désormais être formulée sous forme d'un projet d'article explicité et chiffré. Le ministère ne cache pas la complexité de la conjoncture actuelle, marquée par des aspirations sociales fortes et une pression sur les équilibres budgétaires. En témoigne le niveau moyen de dépenses prévu pour la période 2025-2027, estimé à 17 400 milliards de dinars, un seuil jugé difficilement soutenable au regard des recettes anticipées. Cela impose un double impératif : élargir l'assiette fiscale et diversifier les sources de croissance, notamment en réduisant la dépendance aux hydrocarbures.

Le document propose ainsi un recentrage sur les secteurs à forte valeur ajoutée et à potentiel d'exportation, tout en encourageant l'investissement, la création d'emplois et la poursuite de la transition vers un budget-programme basé sur les résultats. Dans cette perspective, les dépenses devront être strictement hiérarchisées : priorité aux engagements incontournables de l'État, aux projets structurants, et aux programmes ayant un impact significatif sur les objectifs nationaux. Parmi les grands chantiers mis en avant figurent les projets d'infrastructures ferroviaires stratégiques (notamment les lignes minières Béchar–Tindouf–Gara Djebilet et Annaba–Djebel El Onk), l'extension du réseau vers le Sud (Adrar et Tamanrasset), et le programme de modernisation de la capitale à l'horizon 2030. Le développement agricole au Sud est également au cœur des priorités, tout comme les efforts pour renforcer la résilience alimentaire et hydrique face aux dérèglements climatiques. La lettre de cadrage mentionne également la poursuite des investissements dans les capacités de stockage des céréales, les usines de dessalement, les interconnexions hydrauliques et les projets de réutilisation des eaux usées, en parallèle avec des mesures pour améliorer l'accès à l'eau potable et revitaliser le barrage vert. Côté social, le gouvernement entend maintenir ses engagements en matière de logement, à travers les programmes de location-vente (AADL 3), les aides au logement rural et social, ainsi que les formules promotionnelles. Les secteurs de la santé, de l'éducation et des infrastructures de base resteront, eux aussi, des priorités nationales. La sécurité intérieure est également évoquée, avec l'assurance de ressources suffisantes pour la défense et la protection des frontières.

Afin d'assurer une gouvernance budgétaire efficace, le ministère établit six principes directeurs : durabilité et discipline budgétaire, justification rigoureuse des propositions (« dinar par dinar »), priorisation stratégique, performance mesurable, transparence participative impliquant les acteurs locaux et régionaux, et finalisation des projets d'investissement en cours, en particulier ceux du fonds 145-302, qui sera clôturé fin 2025.

Enfin, cette phase préparatoire devra s'appuyer sur un document structuré en trois volets : le cadre macroéconomique, le cadre de dépenses à moyen terme, et les orientations budgétaires pour 2026, y compris les modalités de mise en œuvre de la budgétisation par programme. Dans un contexte où les marges budgétaires sont de plus en plus contraintes, la loi de Finances 2026 s'annonce comme un exercice d'équilibre délicat entre prudence, ambition et efficacité. Le ministère des Finances trace ainsi les balises d'une gestion budgétaire plus sélective, orientée vers la performance et la résilience.

IMPORTATION D'ÉQUIPEMENTS ET DE MATÉRIELS

Remise des documents de domiciliation bancaire à 230 opérateurs

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a présidé, jeudi à Alger, la cérémonie de remise des documents de domiciliation bancaire à 230 opérateurs économiques activant dans le domaine de l'importation d'équipements et de matériels, indique un communiqué du ministère. Cette mesure s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des directives des hautes autorités du pays visant à accompagner les opérateurs économiques, et à faciliter les opérations d'importation destinées à répondre aux besoins du marché national en matériels et équipements nécessaires, notamment ceux destinés à soutenir les activités de production et de services, ajoute la même source. Par ailleurs, le ministère poursuivra, la semaine prochaine, l'opération de remise des documents de domiciliation bancaire au profit de 1070 autres opérateurs économiques, conclut le communiqué.

ORGANISATION DE LA OMRA 1447H

La liste des agences de voyages ayant déjà obtenu une autorisation dévoilée

L'Office national du pèlerinage et de la omra (ONPO) a dévoilé la liste des agences de tourisme et de voyages ayant obtenu, jusqu'à ce vendredi, une autorisation en vue de participer à l'organisation de la omra pour la saison 1447 de l'Hégire. L'ONPO a précisé que l'opération d'inscription et de retrait du cahier des charges relatif à l'organisation de la Omra se poursuivra jusqu'au 12 novembre 2025, ajoutant que la liste des agences autorisées sera publiée progressivement. Pour rappel, l'Office national du pèlerinage et de la omra (ONPO) avait invité, à la mi-mai, les agences de tourisme et de voyages souhaitant participer à l'organisation de la Omra pour la saison 1447 H, à s'inscrire et à retirer le cahier des charges via le portail algérien de la Omra : bawabetelomra.dz.

113 SESSION DE LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL

L'Algérie préside la Commission de l'application des normes internationales du travail

L'Algérie, représentée par le Conseiller auprès de la Mission permanente auprès de l'Office des Nations unies à Genève, M. Belgacem Tabaï, a présidé la Commission de l'application des normes internationales du travail dans le cadre des travaux de la 113 session de la Conférence internationale du Travail, qui s'est tenue à Genève (Suisse) du 3 au 13 juin en cours.

Cette élection constitue une reconnaissance de l'engagement constant de l'Algérie envers les normes internationales du travail ainsi que de sa contribution active au sein du système multilatéral de l'Organisation internationale du Travail (OIT).

Dans son allocution à l'occasion de l'adoption du rapport de la Commission, le président de la Commission a souligné que "cette élection reflète la confiance dont jouit l'Algérie auprès des Etats membres et des partenaires sociaux". Il a également rappelé que "la Commission de l'application des normes constitue l'un des piliers fondamentaux du système de contrôle de l'OIT depuis 1926, en tant qu'espace tripartite consacré au respect des normes internationales et à la promotion des droits fondamentaux des travailleurs". Le président de la Commission a mis en avant "l'expérience positive de l'Algérie en matière de coopération avec les organes de contrôle, notamment à travers la soumission régulière des rapports relatifs à l'application des conventions ratifiées, ainsi que la réponse aux observations du Comité d'experts par une série de réformes législatives visant à aligner la législation nationale sur les normes internationales". Il a précisé que ces efforts "s'inscrivent dans une politique ambitieuse menée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à consacrer le caractère social de l'Etat algérien, à renforcer le dialogue social, à protéger les droits des travailleurs et à promouvoir la justice sociale". S'agissant des travaux de la Commission au cours de cette session, les délégations participantes ont salué "l'esprit constructif et le respect mutuel qui ont caractérisé les discussions, lesquelles ont abouti à des résultats importants, illustrant concrètement le principe du dialogue tripartite, qui constitue une caractéristique fondamentale du système de contrôle de l'OIT".

ALGÉRIE TÉLÉCOM

Organisation d'une une campagne nationale de don de sang

Une campagne nationale de don du sang a été organisée jeudi par Algérie Télécom (AT) sous le slogan "Le don, espoir et vie", à l'occasion de la Journée mondiale du donneur de sang, célébrée le 14 juin de chaque année, indique un communiqué d'AT. "Cette action citoyenne, organisée chaque année en collaboration avec l'Agence nationale du sang (ANS), s'est déroulée à travers plusieurs des sites d'Algérie Télécom, répartis dans différentes wilayas du pays", précise la même source. Cette initiative a pour objectif, notamment "de contribuer à approvisionner les banques de sang au niveau des hôpitaux et des structures de santé du pays, mais également de sensibiliser les citoyens sur l'importance de donner leur sang pour les patients ayant besoin des produits sanguins", ajoute le communiqué. A cette occasion, le Président-directeur général d'Algérie Télécom, Adel Bentoumi, a indiqué qu'"à travers l'engagement et la solidarité de ses employés, AT répond à l'appel du cœur de nombreux patients dont la vie dépend d'une poche de sang", ajoutant que "par cette action caritative de collecte de sang, Algérie Télécom consacre sa dimension d'entreprise citoyenne et socialement responsable".

ASSOCIATION ALGÉRIENNE DE RECHERCHE EN MÉDECINE

Plus de 350 participants au 4e Forum Ouest à Oran

Plus de 350 médecins, spécialistes de la santé et chercheurs universitaires venus de 22 wilayas du pays ont pris part aux travaux du 4e Forum Ouest de l'Association algérienne de recherche en médecine, ouvert vendredi à Oran.

Cet événement scientifique vise à discuter des dernières avancées dans le domaine médical, toutes spécialités confondues, a souligné le président de l'Association, Dr Mohamed Laïfa, lors de son allocution d'ouverture. Il a été précisé que les participants présenteront les résultats les plus récents de la recherche, ainsi que les traitements les plus innovants, dans le cadre de la mise à jour des connaissances des professionnels de santé et de la formation continue des jeunes médecins.

Ce forum a pour objectif de renforcer une approche multidisciplinaire à l'échelle nationale pour faire face aux défis sanitaires, notamment le cancer, les maladies métaboliques et infectieuses, entre autres, a ajouté Dr Laïfa. Il a également affirmé que cette manifestation représente " une expression de notre engagement à contribuer à la recherche clinique en Algérie, une étape cruciale dans la collecte, l'analyse et la valorisation des résultats de recherches menées collectivement ".

L'Association algérienne de recherche en médecine accueille, en tant qu'organisation scientifique, non seulement des professionnels de santé mais aussi des universitaires menant des recherches liées au domaine médical.

Au cours du forum, plusieurs interventions ont été présentées sur de nouveaux traitements et des approches innovantes de prise en charge de certaines maladies.

Mercuriale

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 11 جوان 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 11 Juin 2025

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	أسعار التجزئة[1] دج / كلغ المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	63	70	55	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	86	99	73	الطماطم	
	Oignon sec	44	51	36	البصل الجاف	
	Ail vert	171	191	150	الثوم الخضراء	
	Carotte	95	107	83	الجزر	
	Navet	94	105	84	لفت	
	Poivron	117	132	102	الفلفل الاخضر	
	Piment	149	169	128	الفلفل الحار	
	Courgette	72	84	60	الكوسة	
	Haricot vert	186	207	165	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	106	120	92	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	436	512	361	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	564	688	439	التمر	
	Banane	425	439	409	الموز	
	Melon	124	141	107	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	97	112	82	البطيخ الاحمر	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1761	1885	1638	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	330	342	317	الدجاج	
	Œufs (Unité)	17	18	16	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	97	102	91	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	NC	0,00	-0,17	-0,57	8,10	7,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 420,00	NC	0,00	0,20	0,90	0,00	-	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 450,00	NC	0,00	-0,45	4,26	7,35	7,35	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	2300,00	0,00	0,00	1,33	12,10	5,43	6446	14 825 800,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,49	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-3,73	2,03	-	0	0,00

TRANSPORT AÉRIEN DURABLE

Les grands axes de la stratégie nationale

Le ministre des Transports, Saïd Sayoud, a affirmé hier, lors de l'ouverture du colloque international sur l'environnement dans l'aviation civile, l'importance de renouveler la flotte aérienne avec des avions à haute performance environnementale.

Synthèse Selma R.

Dans son discours prononcé en marge de cet événement, tenu au siège de la compagnie nationale Air Algérie, le ministre a souligné que les défis climatiques actuels imposent aux États d'accélérer la transition vers des systèmes de transport aérien plus durables. Il a précisé que l'Algérie est consciente de l'impact de l'activité aérienne sur l'environnement et qu'elle œuvre à instaurer un équilibre entre le développement économique et la préservation de l'environnement. Le ministre a ensuite exposé les principaux axes de la stratégie du ministère des Transports, qui comprennent notamment le renouvellement de la flotte par des avions à rendement énergétique élevé ; le soutien à l'utilisation de biocarburants et d'énergies propres dans le secteur aérien ; le développement des infrastructures aéroportuaires en conformité avec les normes environnementales internationales ; la modernisation des procédures de navigation aérienne pour réduire les émissions de gaz et la formation des ressources humaines ainsi que leur sensibilisation à la transition écologique du secteur.

Le ministre Sayoud a insisté sur le fait que cette approche ne se limite pas aux aspects techniques, mais intègre également le renforcement de la coopération internationale, l'échange d'expertises et l'ouverture à l'innovation verte. En conclusion, il a lancé un appel à l'ensemble des acteurs du secteur pour redoubler d'efforts et renforcer la coordination internationale, dans le but de faire du transport aérien un secteur vert, sûr et aligné sur les exigences du développement durable.

Pour sa part, le Secrétaire d'État chargé des énergies renouvelables, M. Noureddine Yassa, a souligné l'importance d'une approche collective pour renforcer la durabilité environnementale dans l'aviation. Il a mis en avant l'engagement de l'Algérie dans la transition énergétique, à travers un programme national ambitieux visant la production de 15.000 MW d'énergies renouvelables d'ici 2035. La capacité installée atteignait déjà 600 MW fin 2023, avec des impacts positifs mesurables sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre et la consommation d'hydrocarbures.

La première phase de ce programme, représentant 3.200 MW, est en cours de réalisation, à travers 20 centrales solaires réparties sur l'ensemble du territoire national, dont une centrale stratégique à Tindouf, dédiée en partie à l'approvisionnement du méga-projet minier de Gara Djebilet.

Le secrétaire d'État a également annoncé le développement de carburants aériens durables (SAF), à travers des projets pilotes de production de kérosène et de méthanol verts, permettant de réduire jusqu'à 80 % les émissions du secteur aérien, selon les standards internationaux.

Par ailleurs, l'Algérie a lancé une stratégie nationale sur l'hydrogène vert, structurée autour de sept axes clés, incluant la mise en place de cadres réglementaires, la promotion de la recherche et le renforcement des partenariats internationaux, à l'image du programme TaqatHy+ avec l'Union européenne ou encore du projet SoutH2 Corridor pour l'exportation d'hydrogène algérien vers l'Europe.

Yassa a réitéré en outre le soutien de son département aux efforts d'Air Algérie dans sa transition vers un transport aérien plus propre, en accompagnant la compagnie nationale sur les volets technologique, énergétique et de formation.

FABRICATION DE MÉDICAMENTS OPHTALMOLOGIQUES ET DE PRODUITS VÉTÉRINAIRES

Deux unités de production de Saïdal bientôt opérationnelles à Mostaganem

Par R E.

Deux nouvelles unités industrielles du groupe public "Saïdal", spécialisées dans la fabrication de médicaments ophtalmologiques et de divers produits vétérinaires, devront être prochainement livrées, dans la wilaya de Mostaganem, a-t-on appris, samedi, des services de la wilaya.

La même source a indiqué que le wali de Mostaganem a effectué, récemment, une visite de terrain sur le site du complexe industriel public "Saïdal" situé à Salamandre (commune de Mazaghran), "où sont en cours de réalisation deux unités industrielles, une spécialisée dans la production de différents types de médicaments destinés aux soins oculaires alors que l'autre produira une large gamme de produits vétérinaires, en vue de répondre aux besoins du marché national".

A l'occasion, le wali a insisté sur l'accélération de la cadence des travaux afin de livrer le projet dans les plus brefs délais, souligne-t-on relevant que selon les précisions fournies, "le taux d'avancement des travaux a dépassé les 75 %".

En parallèle, les travaux de raccordement du site aux différents réseaux sont en cours, pour garantir les meilleures conditions pour le démarrage de la production, ajoute la même source.

Le responsable local a également souligné la nécessité de livrer le bâtiment administratif et les deux unités industrielles "d'ici fin juin au plus tard", conformément au calendrier arrêté et aux instructions du ministère de tutelle, qui veille à l'entrée effective en production du site. Ce site de production, le premier du genre pour Saïdal dans l'Ouest du pays, aura une capacité de production annuelle de 11 millions d'unités de médicaments ophtalmologiques (gouttes, gels...) et de 5 millions d'unités de produits vétérinaires (injections, solutions...), ce qui contribuera à réduire la facture d'importation de ces produits, précisent les services de la wilaya. Ce projet devra également permettre la création de plus de 120 emplois directs.

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

L'Algérie veut mobiliser sa diaspora

Par Mourad A.

Dans un contexte de redéfinition des priorités économiques, l'Algérie entend jouer pleinement la carte de sa diaspora pour renforcer la diversification de son économie. C'est l'un des messages forts portés par Mehdi Ghezzar, chroniqueur et éditorialiste, lors de son intervention sur la « Chaîne III » de la radio nationale, où il a mis en lumière l'importance stratégique que revêt aujourd'hui la mobilisation de la communauté nationale à l'étranger.

Longtemps tenue à l'écart des dynamiques nationales, la diaspora algérienne connaît aujourd'hui un regain d'intérêt sans précédent. Estimée à près de huit millions de personnes à travers le monde, cette communauté est désormais appelée à jouer un rôle actif dans le développement économique du pays. Une inflexion politique amorcée dès les débuts du mandat du président Abdelmadjid Tebboune, qui a mis fin à des décennies de marginalisation et d'oubli. Après avoir été peu considérée et rarement consultée pendant près de trente ans, la communauté nationale à l'étranger bénéficie aujourd'hui d'une reconnaissance nouvelle et d'un discours plus inclusif. Pour Mehdi Ghezzar, cette évolution reflète une véritable volonté politique : « Il y a un engouement réel, une véritable hype autour de l'Algérie ». Cette dynamique s'est illustrée récemment à travers plusieurs événements phares, notamment les salons organisés à Paris et à Lyon par le Conseil mondial de la diaspora algérienne, qui ont rassemblé de nombreux acteurs issus de la communauté expatriée. Plus qu'un simple attachement symbolique, ces initiatives témoignent d'une volonté croissante de s'impliquer concrètement dans la vie économique du pays : en investissant, en entreprenant et en créant de la valeur en Algérie. Plus question de limiter le lien avec la patrie à de simples séjours estivaux : la diaspora veut désormais construire dans la durée. Pour faciliter cette implication, l'État a multiplié les gestes d'ouverture. Parmi eux, la baisse notable des prix des billets d'avion et de bateau : « J'ai vu des billets Air Algérie à 130 euros pendant le Ramadan, et des billets de bateau à 270 euros. C'est du jamais vu », a souligné Ghezzar, évoquant aussi la simplification de l'accès au logement participatif et aux procédures d'investissement. « Toutes ces barrières ont été cassées », a-t-il insisté. Mais au-delà des mesures pratiques, c'est une reconnaissance symbolique qui est offerte : « L'Algérien à l'étranger doit se sentir tout aussi Algérien qu'un citoyen vivant sur le territoire national », a-t-il affirmé. Une reconnaissance d'autant plus nécessaire que, selon des chiffres de 2023, environ vingt mille chercheurs et ingénieurs d'origine algérienne exercent dans les pays de l'OCDE, dont dix mille en France. Un vivier de compétences considérable que le pays ambitionne de reconnecter à son économie.

L'éditorialiste ne manque pas de souligner les réussites actuelles qui démontrent le potentiel de cette jeunesse instruite. Il a notamment cité la montée en puissance des start-ups algériennes, encouragées par la création, inédite, d'un ministère dédié, saluée comme une initiative visionnaire. Autre exemple frappant : la construction de stations de dessalement d'eau de mer, dont cinq ont déjà été inaugurées, la sixième étant attendue à Béjaïa. « Elles ont été conçues par des Algériens, formés dans nos universités. C'est un savoir-faire national qu'il faut soutenir », a affirmé Ghezzar. Le pays forme chaque année près de deux cent cinquante mille diplômés, un chiffre impressionnant qui souligne la vitalité du système universitaire national. « Nous arrivons à faire des choses exceptionnelles entre Algériens. Imaginez si, en plus, on ramène les cerveaux qui sont partis... Ce serait une force inestimable pour notre avenir économique », a-t-il plaidé.

Contrairement aux clichés réducteurs, Mehdi Ghezzar a martelé : « L'Algérie n'est pas un pays en voie de développement. C'est un pays émergent ». Il s'est insurgé contre l'utilisation de terminologies qui minorent les atouts du pays, qu'il s'agisse de ses ressources, de son capital humain ou de ses ambitions géostratégiques. « Avec ce que nous avons comme potentiel, il faut cesser de nous définir par défaut ».

Cette stratégie de mobilisation de la diaspora s'inscrit dans une diplomatie économique plus large, dans laquelle l'Algérie assume désormais sa voix et son rôle sur la scène internationale. Le pays est vice-président de l'Union africaine et membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, a rappelé Ghezzar, soulignant l'octroi d'un milliard de dollars pour le développement de l'Afrique, un geste sans équivalent à ce jour sur le continent.À l'heure où l'Algérie cherche à redéfinir son modèle économique, elle parie sur l'un de ses atouts les plus prometteurs : sa diaspora, riche de compétences, d'ambitions et d'attachement au pays. Pour Mehdi Ghezzar, c'est clair : « L'Algérie appartient à tous ses enfants, où qu'ils soient dans le monde ». Une conviction forte, érigée en levier de croissance nationale.

SIDI BEL-ABBES

Lancement de la saison estivale 2025 avec un défilé de voitures de collection

Le coup d'envoi officiel de la saison estivale 2025 a été donné, jeudi soir à Sidi Bel-Abbes, à travers un défilé spectaculaire d'environ cent voitures de collection, avec la participation de 20 wilayas. Cet événement s'inscrit dans le cadre d'un programme de sensibilisation et de promotion touristique visant à dynamiser la saison estivale, selon le directeur local du Tourisme et de l'Artisanat, Tayebi Zaidi. Le même responsable a précisé que la cérémonie de lancement s'est déroulée devant le siège de la direction du Tourisme et de l'Artisanat, avant que le cortège ne passe par la place El-Wiam, pour se diriger vers sa destination finale : le lac de Sidi Mohamed Benali, considéré comme l'un des principaux sites naturels touristiques de la région. Cette activité, qui se poursuit, vendredi, s'inscrit dans la stratégie de promotion des circuits touristiques intérieurs et de valorisation du tourisme écologique et culturel. Selon la même source, cette initiative vise à relancer la dynamique touristique au niveau de la wilaya et à renforcer le lien entre tourisme, patrimoine et culture locale, tout en mettant en avant la nécessité de l'implication des acteurs locaux et des partenaires issus de différentes wilayas du pays dans la promotion du tourisme national. La manifestation a été marquée par une forte présence de représentants de la société civile, d'institutions actives dans le domaine touristique ainsi que de nombreux citoyens venus admirer le cortège et profiter des animations organisées à cette occasion. La saison estivale à Sidi Bel-Abbes se poursuivra avec une série d'expositions, d'activités culturelles et de loisirs destinées à créer des espaces d'attractivité pour les habitants de la wilaya, ainsi que pour ses visiteurs.

CONSTANTINE

Lancement d'une campagne de sensibilisation pour la rationalisation de la consommation de l'électricité

La direction de distribution d'électricité et de gaz de Constantine a lancé jeudi une campagne d'information et de sensibilisation sur la rationalisation de la consommation de l'énergie électrique sous le slogan "rationaliser notre énergie.. protéger notre avenir" et ce, dans le cadre des efforts visant à faire répandre la culture de la consommation rationnelle d'électricité.

L'opération initiée par la direction de distribution d'électricité et de gaz en collaboration avec la direction locale des Affaires religieuses et des Wakfs, s'inscrit dans le cadre de la campagne nationale de rationalisation de la consommation de l'énergie électrique et a été marquée par la présence de plus de 40 imams de différentes mosquées de Constantine en vue de contribuer pour une prise de conscience collective sur l'importance de l'économie dans la consommation de l'électricité, notamment durant la saison estivale qui connait une grande pression sur le réseau d'électricité.

A cette occasion, le chargé d'information auprès de cet établissement, M. Karim Boudoula a indiqué à l'APS que l'initiative vise la consolidation du partenariat avec les différents intervenants locaux dont l'institution religieuse qui joue un rôle pivot dans la sensibilisation de la société pour une prise de conscience à ce sujet, précisant que la campagne verra également la distribution de dépliants et l'orientation des citoyens pour la rationalisation de leur comportement de consommation.

Selon la même source, la campagne se poursuivra à travers plusieurs phases comprenant l'organisation de rencontres de proximité dans les quartiers et les agglomérations et l'animation d'émissions radiophoniques et télévisées pour présenter des conseils pratiques sur l'économie dans la consommation de l'électricité sans pour autant impacté le confort quotidien des citoyens.

Il a ajouté que la direction de distribution d'électricité et de gaz a préparé un programme spécial pour accompagner cette campagne à travers la mobilisation de ses équipes techniques pour donner des explications sur le terrain pour une meilleure utilisation des équipements d'électroménagers en plus de la sensibilisation des citoyens sur l'importance d'éteindre les appareils inexploités et l'adoption de la solution des lampes économiques et les techniques de l'isolation thermiques. De leur part, des imams participants qui ont salué l'initiative, ont indiqué qu'ils sont disposés à transmettre dans les prochains prêches du vendredi des messages de sensibilisation appelant à l'adoption d'un comportement rationnel dans la consommation de l'énergie placé au cœur des orientations de l'Islam contre le gaspillage.

La campagne nationale de rationalisation de la consommation de l'énergie lancée dans plusieurs wilayas du pays a pour objectif de faire face aux défis énergétiques actuels et d'avoir une conscience collective contribuant à la protection des ressources nationales et à garantir sa durabilité pour les futures générations.

BORDJ BOU ARRÉRIDJ

Création d'un nouveau pôle urbain à Boumergad

Un nouveau pôle urbain devant abrité divers programmes de logement et équipements publics de plusieurs secteurs, sera réalisé à la localité de Boumergued (l'entrée Est de Bordj Bou Arréridj), a-t-on appris jeudi auprès des services de la wilaya.

La même source a précisé que "ce pôle urbain s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale visant la création de nouveaux pôles urbains contribuant à la mise en place d'un développement urbain et l'amélioration du cadre de vie des citoyens".

Le nouveau pôle urbain s'étend sur une surface de 276 hectares en mesure d'abriter à moyen terme 20.000 logements, a souligné la même source, précisant qu'il sera procédé "prochainement" au lancement sur ce site, de la réalisation d'environ 6.000 logements dont 4.000 unités de la formule Location-vente (AADL3) et 700 logements publics locatifs (LPL). Ce pôle abritera également les différentes structures d'accompagnement nécessaires (santé, éducation, sports et sécurité, entre autres), a précisé la même source qui a indiqué qu'il a été procédé au choix d'assiettes pour la réalisation de projets structurants à l'instar d'une faculté de droit et d'un hôpital de 240 lits. Le nouveau pôle urbain comprendra un espace forestier devant être exploité comme une bouffée d'oxygène au profit des habitants de ce pôle urbain et du chef- lieu de wilaya également, a ajouté la même source, précisant que cet espace abritera des aires de détente et de repos.

La même source a indiqué qu'une réunion élargie a été supervisée jeudi par le wali, Kamed Nouicer, en présence des différents intervenants pour valider l'aménagement proposé pour ce nouveau pôle urbain.

MOSTAGANEM

Une enveloppe de 270 millions DA allouée à l'entretien des routes

Plusieurs opérations de développement d'une valeur totale de 270 millions de dinars destinées à l'entretien des routes et des infrastructures de base ont été lancées mercredi dans la wilaya de Mostaganem, indique un communiqué des services de la wilaya. La première opération, lancée en chantier par le wali Ahmed Boudouh, concerne le projet de revêtement de la route nationale RN11 sur une distance de 11 km, dans la commune de Sidi-Lakhdar, pour une enveloppe financière globale estimée à 118 millions DA. »Ce projet dont le délai d'exécution est fixé à 4 mois, contribuera, une fois réceptionné à améliorer la fluidité du trafic et à renforcer les infrastructures, notamment au niveau des accès aux plages », a précisé la même source. Dans la commune de Mesra, le chef de l'exécutif local, a donné le coup d'envoi des travaux de revêtement d'un tronçon de la RN 23 sur 3 km, pour un coût de 49 millions DA, où il a insisté sur la nécessité de réduire les délais de réalisation (fixés à 4 mois), d'aménager les giratoires avoisinants et de les doter de l'éclairage public. Le même responsable a également souligné l'importance de prendre »toutes les mesures organisationnelles pour gérer le trafic routier et éviter les perturbations sur cet axe vital ». Au chef lieu de wilaya, deux autres opérations ont été lancées portant sur le revêtement d'un tronçon de la RN11 et la réalisation de deux passerelles sur la voie de contournement de la RN 23, pour un coût respectif de 13 millions et 57 millions de dinars, a-t-on fait savoir de même source. In situ, l'importance de réduire les délais d'exécution et d'accélérer la cadence des travaux en dotant les chantiers des moyens matériels et humains nécessaires, ont été soulignés.

Dans la commune de Fornaka, les autorités locales ont lancé un projet d'éradication d'un point noir sur la RN 11, pour une enveloppe budgétaire de 16 millions de dinars. Par ailleurs, les voies annexes de la RN11 dans la commune de Hassi Mameche bénéficieront de travaux d'entretien pour un montant de 22 millions de dinars, incluant l'aménagement de l'entrée du village balnéaire d'Oureah, une zone très fréquentée par les estivants, a-t-on également indiqué.

Trouver sa voie

Trouver sa voie, choisir sa voie dans le cours des choses, c'est commencer par faire la part de ce que la dynamique mondiale porte en avant et de ce qu'elle rejette en arrière. C'est ensuite ou en même temps, y faire son sillon, sa place. Comme inscrire sa voie dans le paysage.

5e partie

Par DERGUINI Arezki (*)

Les sociétés émergentes ont mis le capital humain, le travail et l'éducation en tête de leur hiérarchie, le travail n'est pas l'attribut de l'esclave, le capital celui du maître. Dans la transmission chinoise par exemple c'est au travail et au savoir que sont soumis le marchand et le guerrier. En haut de la hiérarchie, le lettré, en dessous le paysan (le travailleur par excellence où savoir et énergie ne sont pas dissociés, non pas le prolétaire dépossédé du savoir), puis en dessous le marchand et le militaire. Le marchand sert le développement du travail, le militaire le protège.

Asymétries disjonctives et conjonctives.

Il est dit que nous naissons tous égaux, mais nous entrons dans la vie avec des différences de dispositions, d'âge, de sexe et de capacités. À ma naissance, j'ai un père, une mère et peut-être un frère ou une sœur. J'apprends de leur expérience, je ne peux pas diriger l'expérience à laquelle je participe, « je dois rentrer dans le rang », apprendre méthodiquement afin de ne pas perturber, entraver. À la naissance, on se trouve donc pris dans des relations asymétriques. C'est pris dans ses relations que je vais apprendre à ranger le monde, à nommer les choses, les mettre à leur place. Ces relations asymétriques vont se prolonger dans la vie, je vais donner et recevoir, je vais vendre et acheter, je vais apprendre et je vais transmettre.
L'échange et le flux procèdent toujours d'un différentiel. Nous ne sommes donc jamais égaux dans l'existence, c'est la différence, l'inégalité ou l'asymétrie qui fait que l'on peut donner et recevoir, acheter et vendre, apprendre et transmettre. On pourrait dire que nous pouvons croire être inégalement égaux. Inégaux, mais sur un plan égal où l'inégalité ne nous empêche pas d'être égaux. Tu es riche et je suis pauvre, mais on s'assoit sur un même sol, à même hauteur et dans la vie on peut s'échanger les positions sociales. Les asymétries peuvent donc être réversibles et temporaires, le paysan devenir lettré, le lettré devenir paysan, comme l'inactif devient actif, l'enfant devient adulte et l'adulte devient vieux. Dans ma langue parlée, Etat (doula, dawla) veut dire à tour de rôle. Comme dans un tour de rôle, à chacun d'être inactif, actif, sachant/expérimenté et ignorant/sans expérience.
Lorsqu'elles ne le peuvent pas de manière durable, par le fait par exemple d'une transmission héréditaire, se forment des hiérarchies sociales rigides, une rigidification de la tripartition dont il a été fait mention plus haut. D'elles peut résulter un fonctionnement global concordant ou discordant.
Si l'on doit juger un système, il faudra le faire quant au fonctionnement global de ces asymétries. Il fut un temps où les asymétries du système féodal étaient conjonctives, ce à quoi il devait que perdure son existence : il accumulait des forces ; un autre temps où ses asymétries furent disjonctives, bourgeoisie et féodaux ne pouvant plus tenir ensemble, l'une accumulait des forces et les autres les perdaient. Il en est de même avec le capitalisme occidental : colonial et impérialiste, ses asymétries furent conjonctives, en se laissant vieillir commence la fin de son hégémonie, ses asymétries deviennent disjonctives.

La structure fondamentale de la société humaine

Mais peut-on suivre Lahire et soutenir que ces trois fonctions sont présentes dans toutes sociétés, que les mythes mettent en scène ces trois grandes fonctions ou non, que la société s'organise symboliquement, juridiquement, institutionnellement en trois groupes (ordres ou castes notamment) correspondant à celles-ci ou non ? Probablement oui, mais cela signifie-t-il que la différenciation sera semblable partout ailleurs, seulement fonction du niveau de développement de la différenciation, et quelle tendra à produire le même ordre ? La réponde sera ici négative. La manière dont ces trois fonctions se différencient et s'emboitent sera à chaque fois particulière. La manière dont les sociétés se dirigent, se protègent et se nourrissent sera différente.
Notre société ne s'est pas différenciée en guerriers et paysans, les premiers allant jusqu'à posséder les derniers. Avec le capitalisme libéral, ces derniers pourront se posséder. Les guerres auxquelles elle a dû faire face ont mobilisé des fellahs de tribus et non une classe guerrière. Bref, notre société n'a pas connu la compétition de classes guerrières pour la monopolisation de la violence. Il n'y a pas eu globalement de différenciation du guerrier et du fellah. La différenciation avait eu lieu entre ceux qui savaient lire et écrire et les autres, sans que ceux qui savent lire et écrire ne dirigent eux-mêmes la société. Ceux qui savaient lire et écrire pourront former une société à part, mais ne pouvant ni ne voulant disposer d'une force militaire, ne pouvant ni ne voulant former une classe à part entretenue par des paysans qu'ils auraient soumis, ils ne se livreront pas entièrement à l'art de la guerre. Ils ne pouvaient envisager d'imposer la Loi, ils proposaient leurs conseils et médiations. Et c'est d'avoir tourné le dos au monde qu'ils seront défaits par la colonisation.
La civilisation chinoise est un autre exemple de différenciation. Entre le Ciel et la Terre, il y a l'Homme, l'homme que représente le chef de clan, de famille et l'Empereur. Nous sommes dans un univers d'agriculteurs. Les marchands et les guerriers ne sont pas à la base de la structure sociale, ils s'ajoutent. Le communisme chinois est le nom adopté par le système contemporain de la structure sociale de base, le parti communiste est la bureaucratie céleste de la société moderne. L'Empereur/l'État est le propriétaire éminent, les nobles qui ont reçu des fiefs de l'Empereur ne sont pas les guerriers, les guerriers sont des paysans. Les paysans et les lettrés sont les deux classes à la base de la structure sociale, les lettrés formant la classe des bureaucrates, mais pas une classe à part. Ceux qui dirigent la société transmettent leur savoir, mais ils n'ont pas le monopole du savoir. La transmission du savoir diffère de la transmission de la propriété matérielle. Nous sommes en présence d'une société au centre de laquelle est le travail et savoir desquels dépend la mobilité sociale et non l'avoir. Le savoir comme on l'a déjà dit n'est qu'une composante du travail et que la société ne tend pas à disjoindre du travail vivant. La Chine compte sur ses millions d'ingénieurs pour submerger l'Occident.
La société algérienne a connu une certaine hiérarchie : le noble (chérifien), le m'rabet et le fellah. Le noble est attaché à une origine prestigieuse, le m'rabet est le guerrier défenseur de la communauté et de la religion qui n'a pas réussi à se consacrer entièrement aux armes (le fellah ne pourvoyant pas à son entretien), et qui n'a pas réussi à s'attacher au savoir et que la décadence a transformé en charlatan.
Si la société a subi cent trente ans de colonisation, c'est parce qu'elle ne connaissait pas le monde, se connaissait mal elle-même. Elle n'a pas accru son savoir du monde, ne s'est pas approprié le monde. Sa différenciation sociale a été écrasée et ne s'est pas développée. Le guerrier est resté paysan, le lettré s'est transformé en marchand d'amulettes.
Sa hiérarchie, son fonctionnement et sa représentation du monde ont été détruits par la colonisation et le poids du monde. Entre Ciel et Terre, l'Homme s'est perdu. Libérée du colonialisme, le poids du monde n'a pas cessé, le noble et l'ignoble se sont mêlés dans de sales guerres. La véritable hiérarchie qu'elle a pu connaître et à laquelle elle a cru s'est dissipée. La famille qui a hérité d'un titre a été défaite puis corrompue. Elle n'a pu être à la hauteur de son nom, elle n'a pas pu et voulu être à la hauteur du monde. Le noble a hérité du nom, mais pas du fait. Il a monnayé le titre qu'il a déprécié. L'avoir, plus court chemin au pouvoir, l'a emporté sur le savoir. La noblesse n'a pas ressuscité de ses cendres, le défenseur de la religion a été plus ignorant que connaissant. L'avoir sans le savoir étant stérile, son pouvoir restera sans portée.
Sans hiérarchie des valeurs en laquelle elle croit, la société ne peut décider de sa voie, ne peut distinguer le haut et le bas, l'avant et l'après, l'avant et l'arrière. Ou plus exactement, elle choisira la voie d'une vie éphémère et superficielle, qui la conduira dans l'impasse et la pauvreté. Elle ne sait plus comment prendre le monde qui sait lui comment la prendre.
L'occidentalisation du monde s'est effectuée sous l'emprise d'une soumission du savoir à l'avoir. Elle n'a plus d'énergie. La désoccidentalisation s'effectuera sous l'emprise d'une nouvelle alliance de la nature et de la société, du savoir et de l'avoir et donc du travail et du capital.

L'humain, une machine qui s'ignore

En quoi l'homme est-il supérieur ou inférieur à la machine ? Son infériorité tient dans sa mémoire et son énergie. Sa capacité de stockage de l'information et la vitesse de son traitement sont limitées. Son énergie est faible. Il doit externaliser sa mémoire, recourir à des automates et à une énergie extérieure. Il fabrique des artefacts prolongements de ses organes et s'associent du travail et des énergies non humains. L'homme se dérègle plus facilement et se règle plus difficilement. Aussi ne peut-il s'exécuter avec la même vitesse et la même précision que la machine. Sa supériorité tient dans ses sens, dans la conjonction du cœur, de la vue, de l'ouïe et du toucher. Par eux, il se fait une représentation du monde que ne se fait pas la machine, bien que l'on puisse prétendre traiter ce problème, il ne peut être dépassé. L'homme fabrique des mythes, ce que la machine peut faire, mais pas tout à fait. On peut arguer que ce point de vue découle du fait actuel que la machine se meut dans la représentation que l'homme se fait du monde et que l'on ne sait pas si un jour ce ne sera pas l'homme qui se mouvra dans la représentation que se fait la machine du monde. L'esclave non humain peut-il se transformer en maître ?
Ensuite, l'homme devant se régler à nouveau à chaque génération, il a moins de mal à changer de routes, à se déshabituer. La supériorité de l'homme est dans sa capacité à se dérégler, à changer de représentation du monde. Sa faiblesse dans son énergie et sa capacité de traitement de l'information.
En fait l'humain est un automate qui s'est longtemps ignoré. Il a tellement répété de gestes que sa mémoire les a inscrits dans son corps au point qu'il les exécute désormais sans penser. Enfant, il a internalisé un certain nombre de gestes qui l'ont accordé à son milieu. Il a imité et éprouvé, n'a pas pensé ce qu'il imitait, mais a éprouvé et adopté. C'est en externalisant cette mémoire qu'il prend conscience de ses automatismes, qu'il peut travailler ces automatismes, les améliorer. La machine est en quelque sorte son miroir : il se voit dans la machine, elle l'aide à se voir. Il n'y a donc pas de réelle discontinuité entre l'humain et la machine. Les discontinuités sont instaurées par le cloisonnement des expériences.
De cela, j'extrapolerai la chose suivante : pour sortir de la domination d'une civilisation, il faut être dans des hypothèses autres que les siennes, il faut se faire une autre représentation du monde qui relèguerait la sienne dans l'incomplétude. C'est cette représentation qui va faire travailler un ensemble de machines et en faire une « usine » à produire de la médecine chinoise traditionnelle ou moderne par exemple. Ainsi en détournant un ensemble de machines de leur usage et en les portant dans un nouvel ensemble, dans une autre représentation du monde, peut-on se soustraire d'une domination technologique basée sur la séparation de la nature et de la société et la surexploitation de la nature.

Notes

[4] Voir mental model : https://en.wikipedia.org/wiki/Mental_model
[5] Bernard Lahire, cit. op.

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif et ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaia.

ÉGYPTE

Le Caire anticipe la demande estivale avec 290 cargaisons de gaz naturel liquéfié

L'Égypte multiplie les initiatives pour faire face à la hausse de la demande d'électricité attendue cet été. Il y a quelques semaines, le pays s'apprêtait à recevoir 2 millions de tonnes de mazout lourd pour alimenter certaines de ses centrales électriques.
L'Égypte a conclu une série d'accords pour importer jusqu'à 290 cargaisons de gaz naturel liquéfié (GNL) sur les 30 prochains mois, selon des informations relayées jeudi 12 juin par la presse locale. Les livraisons sont prévues pour débuter en juillet, au moment où la demande d'électricité augmente avec la chaleur estivale.
« Ces volumes nous permettent de renforcer la sécurité de l'approvisionnement pendant les mois critiques », a déclaré un cadre d'EGAS dont l'identité n'a pas été précisée. L'opération pilotée par la compagnie publique implique plusieurs acteurs de l'industrie pétrogazière mondiale parmi lesquels les négociants Trafigura, Vitol, Hartree Partners et BGN, la multinationale anglo-néerlandaise Shell ainsi que les compagnies pétrolières publiques Saudi Aramco et Socar. Le montant total de la transaction n'a pas été précisé. Toutefois, le prix des livraisons est indexé sur les marchés européens, avec un supplément compris entre 0,80 et 0,95 dollar par unité d'énergie livrée (BTU), et des délais de paiement pouvant atteindre six mois. Ces modalités visent à soulager temporairement les finances publiques qui restent sous tension. Cette stratégie s'inscrit dans un contexte de déséquilibre croissant entre l'offre et la demande de gaz en Égypte. Le pays, exportateur net ces dernières années, fait face en effet à une baisse de production, notamment de Zohr, son plus grand gisement de gaz naturel, arrivé à maturité. Les impayés envers certains opérateurs ralentissent également le rythme des extractions. Alors qu'à l'approche de l'été, la pression s'intensifie sur le réseau électrique, le gouvernement cherche à éviter les coupures qui avaient marqué les précédents pics de consommation.
En effet, après avoir atteint l'autosuffisance gazière en 2018, l'Égypte avait repris ses importations de gaz naturel liquéfié à l'été 2024 pour répondre à une consommation domestique en forte hausse. Le pays avait alors commandé une douzaine de cargaisons, reçues via le terminal flottant d'Ain Sokhna. La dynamique s'est poursuivie durant l'hiver 2024, avec l'importation d'une vingtaine de cargaisons supplémentaires grâce à des appels d'offres assortis de facilités de paiement.
Au début de cette année, l'Égypte a signé de nouveaux contrats avec les multinationales Shell et TotalEnergies pour 60 cargaisons, représentant un investissement d'environ trois milliards de dollars. Depuis janvier, le pays a déjà reçu plus des trois quarts du volume qu'il avait importé sur toute l'année 2024 et les importations gazières égyptiennes devraient se maintenir à un niveau élevé jusqu'en 2030, selon les prévisions de l'État.

POUR UNE TUNISIE PLUS ÉQUITABLE

Un nouveau plan de santé 2026-2030

Le ministère de la Santé a amorcé ce vendredi les travaux préparatoires d'un nouveau plan national de développement sanitaire pour la période 2026-2030, avec pour ambition de réduire les inégalités régionales et d'instaurer une véritable équité dans l'accès aux soins.

Réunis au siège du ministère, les responsables ont échangé avec les directeurs régionaux de la santé, connectés en visioconférence, en présence de représentants du ministère de l'Économie et de la Planification. L'objectif affiché : une approche basée sur les besoins réels des populations, dans chaque gouvernorat.
Selon un communiqué officiel, le ministre de la Santé Mustapha Ferjani a rappelé que ce plan s'inscrivait dans la vision du Président de la République, visant à garantir le droit constitutionnel des citoyens à une santé équitable et de qualité.

Une stratégie axée sur cinq priorités

Ce plan, qui devrait être présenté dans le cadre de la loi de finances 2026, repose sur cinq axes majeurs :
Renforcement de la prévention et de la sécurité sanitaire face aux risques épidémiques et environnementaux.
Amélioration de l'accès équitable et sécurisé aux services de santé dans toutes les régions, notamment celles longtemps marginalisées.
Mise en place d'une couverture sanitaire universelle, pour réduire la charge financière sur les foyers vulnérables.
Accélération de la transformation numérique du secteur de la santé, à travers la digitalisation des services, des dossiers médicaux et des plateformes de rendez-vous.
Positionnement de la santé comme levier de développement économique et social, notamment via l'innovation médicale et l'investissement dans les ressources humaines. Ce plan ambitionne également de rééquilibrer l'offre de santé entre les zones littorales et l'intérieur du pays, où les carences en personnel médical, en équipements et en infrastructures restent criantes. Les discussions ont mis en lumière la nécessité de mieux cartographier les besoins par région et de favoriser des politiques de santé différenciées.
La concertation élargie avec les directions régionales, en amont de l'élaboration du plan, est perçue comme un gage de gouvernance participative, afin d'ancrer les futures réformes dans la réalité du terrain.
Ainsi, ce projet de plan 2026-2030 marque une étape importante pour le secteur de la santé en Tunisie, en plaçant l'égalité d'accès et la modernisation du système au cœur de la stratégie nationale.

SELON GASTAT

Les secteurs manufacturier et minier portent la croissance industrielle saoudienne à 3,1%

L'indice de la production industrielle de l'Arabie saoudite a augmenté de 3,1 % en glissement annuel en avril, grâce à une forte croissance des industries manufacturières, minières et des carrières, selon des données officielles.
Selon les données préliminaires de l'Autorité générale des statistiques, l'IPI du Royaume est passé à 108,6 en avril, ce qui représente une augmentation de 0,6 % par rapport au mois précédent.
Les derniers chiffres de l'IPI renforcent les progrès de la diversification économique de l'Arabie saoudite, qui vise à réduire la dépendance du Royaume à l'égard des revenus du pétrole brut, qui dure depuis des décennies.
"Les résultats préliminaires indiquent une augmentation de 3,1 % de l'IPI en avril 2025 par rapport au même mois de l'année précédente, soutenue par l'augmentation de l'activité minière et des carrières, de l'activité manufacturière et de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement, de la gestion des déchets et des activités de remédiation", indique l'analyse.
L'indice des activités pétrolières a connu une hausse annuelle de 4,3 % au quatrième mois de l'année, tandis que les activités non pétrolières ont légèrement augmenté de 0,1 %.
L'expansion du secteur manufacturier souligne l'évolution de la transformation structurelle de l'économie saoudienne. Shutterstock
GASTAT a révélé que le sous-indice des activités manufacturières a progressé de 7,4 % en avril par rapport au même mois en 2024.
L'autorité a ajouté que l'indice des activités pétrolières a connu une augmentation annuelle de 4,3 % au cours du quatrième mois de l'année, tandis que les activités non pétrolières ont légèrement augmenté de 0,1 %.
Par rapport au mois de mars, les activités pétrolières ont augmenté de 1,6 %, tandis que les activités non pétrolières ont diminué de 2 %.
GASTAT a ajouté que la croissance du secteur manufacturier était due à une augmentation de la production de coke et de produits pétroliers raffinés, qui a augmenté de 22,6 % en avril par rapport à l'année précédente.
Le secteur de la fabrication de produits chimiques a également contribué à la hausse, avec une augmentation annuelle de 9,1 %.

EMIRATS ARABES UNIS

Emirates annonce un bénéfice annuel de 5,2 milliards $

La compagnie aérienne long-courrier Emirates a annoncé jeudi un bénéfice annuel de 5,2 milliards de dollars, ce qui en fait l'une des compagnies aériennes les plus rentables au monde. La compagnie basée à Dubaï a transporté 53,7 millions de passagers à partir de son hub de l'aéroport international de Dubaï, contre 51,9 millions de passagers au cours de l'exercice précédent. Elle a réalisé un bénéfice après impôt de 4,7 milliards de dollars au cours de la même période. L'ensemble du groupe Emirates, détenu par le fonds souverain de Dubaï, a enregistré des bénéfices annuels de 5,6 milliards de dollars, contre 5,1 milliards de dollars l'année précédente.
"Notre excellente situation financière nous permet de continuer à nous appuyer sur nos modèles d'entreprise performants et à les développer", a déclaré le cheikh Ahmed bin Saeed Al Maktom, président-directeur général d'Emirates. "Alors que certains marchés sont inquiets des restrictions imposées au commerce et aux voyages, la volatilité n'est pas un phénomène nouveau dans notre secteur", a-t-il ajouté.
"Nous nous adaptons simplement à ces défis et les contournons. Emirates est un maillon essentiel des voyages Est-Ouest et le joyau de la couronne de ce que les experts et les diplomates appellent "Dubai Inc.", une série d'entreprises interconnectées supervisées par la famille Al Maktoum, au pouvoir dans le sheikhdom. Les résultats des Émirats suivent ceux de leur base, l'aéroport international de Dubaï. L'aéroport le plus fréquenté au monde par les voyageurs internationaux a enregistré un nombre record de 92,3 millions de passagers dans ses terminaux en 2024. L'aéroport prévoit maintenant de déménager vers le deuxième aérodrome tentaculaire de la ville-État, dans le sud du désert, au cours des dix prochaines années, dans le cadre d'un projet d'une valeur de près de 35 milliards de dollars.
Le boom de l'immobilier et les chiffres record du tourisme ont fait de Dubaï une destination et une escale. Cependant, la ville est aujourd'hui confrontée à une augmentation du trafic et des coûts qui pèsent à la fois sur ses citoyens émiratis et sur les résidents étrangers qui font tourner son économie.

BURUNDI

Azana Electric et la BAD annoncent un don de 600 000 dollars à Weza Power

Lors du lancement du Pacte national pour l'énergie du Burundi dans le cadre de la consultation du secteur privé pour « Mission 300 » (M300) à Londres, Anzana Electric Group et la Banque africaine de développement ont annoncé un don de 600 000 dollars du Fonds pour l'énergie durable en Afrique (SEFA) pour soutenir Weza Power, une entreprise privée de services publics.

Ce don effectué dans le cadre d'un partenariat public-privé (PPP) vise à étendre rapidement l'électrification du pays et de raccorder neuf millions de personnes dans ce pays des Grands Lacs.

Le don s'inscrit dans le cadre du programme régional d'assistance technique récemment approuvé par les instances décisionnelles du SEFA en faveur des PPP et relatif au transport et à la distribution de l'électricité. Le programme est conçu pour permettre au secteur privé de participer au développement et au financement de projets de lignes de transport et d'extension du réseau, afin d'accroître l'intégration des énergies renouvelables.

Pour le Burundi, il permettra d'accélérer les activités de développement de Weza Power et de financer des axes de travail environnementaux et sociaux clés au moment où l'entreprise se prépare à devenir pleinement opérationnelle.

« Weza Power représente un nouveau modèle audacieux pour accélérer l'accès à l'électricité pour tous les Burundais, a déclaré le ministre burundais de l'Hydraulique, de l'Énergie et des Mines, Ibrahim Uwizeye.

Nous sommes fiers de nous associer au secteur privé pour apporter des solutions innovantes à nos défis énergétiques et étendre l'accès à l'électricité à des millions de nos citoyens. »

Weza Power est la première société nationale de distribution d'électricité de ce type à opérer au Burundi. Détenue et exploitée par Anzana Electricity, avec le soutien de British International Investment et Gridworks, Weza Power est la première société nationale privée de distribution d'électricité en Afrique subsaharienne depuis plus d'une décennie.

Avec ce nouvel engagement, la Banque africaine de développement devient le plus récent partenaire de « M300 » à apporter un soutien direct à Weza Power, rejoignant ainsi la Société financière internationale (SFI) et la Banque mondiale. La Banque africaine de développement explore activement d'autres pistes pour assurer la réussite à long terme de ce modèle innovant de PPP par le biais de ses guichets de financement des secteurs public et privé.

« Notre objectif est de permettre à chaque Burundais de profiter pleinement des opportunités offertes par l'électricité.

Ce soutien de la Banque africaine de développement et du SEFA contribuera à accélérer le développement du projet et à concrétiser les ambitions énergétiques du Burundi », a déclaré Brian Kelly, PDG d'Anzana Electric Group, la société mère de Weza Power. « Ce don représente une nouvelle avancée majeure pour notre équipe et les nombreuses communautés à travers le Burundi qui bénéficieront d'une électricité fiable et abordable », a-t-il ajouté.

TOGO

L'entrée en production de la mine de manganèse Nayega attendue en juillet 2025

Le projet Nayega est porté par l'État togolais et opéré avec l'appui technique de Keras Resources. Depuis plusieurs années, le pays ouest-africain, essentiellement actif dans la production de manganèse, fonde sur cet actif des espoirs de diversification de ses revenus miniers.

Au Togo, le projet de manganèse de Nayega débutera ses activités minières d'ici la fin juin 2025, avec un traitement du minerai prévu à partir de juillet 2025, selon une annonce faite par Keras Resources, partenaire technique du projet.

Selon les détails publiés la semaine dernière, la production démarrera à un rythme mensuel de 4000 tonnes de manganèse vendable sur les trois premiers mois (à compter de juillet), avant d'être porté à 8000 tonnes par mois.

L'annonce intervient alors que l'État togolais, désormais seul propriétaire via la Société Togolaise de Manganèse (STM), entend capitaliser sur ce minerai critique, utilisé dans l'industrie des batteries et de la mobilité électrique.

Keras, ancien propriétaire de l'actif, a en effet signé en 2023 un accord de coopération avec l'État, en vertu duquel elle percevra une rémunération équivalente à 1,5 % du chiffre d'affaires brut généré par la mine de Nayega, en échange de services de conseil pendant une durée de trois ans.

L'accord prévoit également le versement d'une rémunération équivalente à 6 % du chiffre d'affaires brut issu des ventes de minerai de Nayega, en contrepartie de services de courtage (appui à la commercialisation du minerai).

Cette rémunération liée aux services de courtage sera versée pendant une période qui prendra fin lorsque l'un des deux seuils suivants sera atteint : soit un volume total de 900 000 tonnes de minerai de manganèse enrichi aura été produit et vendu, soit une durée de 3,5 années se sera écoulée — selon l'échéance qui surviendra en premier.

AMMONIAC VERT

L'Afrique du Sud dégaine l'arme des coûts bas pour dominer le marché africain

Alors que la Namibie et l'Égypte multiplient les partenariats de grande envergure pour produire de l'ammoniac vert destiné à l'export, l'Afrique du Sud tente de prendre une longueur d'avance grâce à une stratégie fondée sur un prix de production inférieur aux références mondiales.

À Coega, sur la côte est du pays, un projet estimé à 5,8 milliards de dollars vise à produire un million de tonnes d'ammoniac vert par an à partir de fin 2029.

Porté par le britannique Hive Energy et la société sud-africaine BuiltAfrica, le projet ambitionne un coût de production de 650 dollars la tonne, contre environ 760 dollars sur les marchés internationaux. Cet écart de prix pourrait s'avérer décisif sur un marché en formation, où la compétitivité reste le critère principal pour sécuriser les premiers contrats d'achat à long terme.

L'Afrique du Sud entre toutefois dans une compétition continentale intense.

En effet, le Maroc, avec l'appui de TotalEnergies, prépare le projet Chbika, qui veut combiner 1 GW d'énergies renouvelables et une production annuelle de 200 000 tonnes d'ammoniac vert, dans la région de Guelmim-Oued Noun, près du Sahara occidental. Ce projet bénéficie d'un soutien politique actif, notamment de la France.

Pour TotalEnergies, le royaume dispose des meilleurs atouts pour devenir un partenaire stratégique de l'Union européenne, dans le cadre du « Green Deal ».

NIGERIA

Un investissement privé de 300 millions $ dans l'élevage et le cacao en 2025

Au Nigeria, le secteur agricole contribue à hauteur de 22,7 % au PIB et emploie environ 34 % de la population active. Le pays qui dispose d'un grand potentiel agricole encore largement sous exploité suscite l'intérêt d'investisseurs privés désireux de contribuer à sa transformation.

La Chambre de commerce et d'industrie euroafricaine (EuroAfricaCCI) et ses partenaires prévoient d'injecter plus de 300 millions $ entre juin et décembre 2025 dans différents projets agricoles dans l'élevage et la filière cacao. C'est ce qu'a annoncé Kingsley Obasohan (photo), directeur général de l'organisation, le mercredi 11 juin à Abuja.

Selon les informations relayées par le quotidien local Voice of Nigeria, 66 % de l'enveloppe annoncée, soit 200 millions $, servira à financer la mise en place de ranchs modernes, en partenariat avec une agence gouvernementale, pour renforcer l'élevage à travers le pays. Le reste de l'enveloppe servira principalement à financer des investissements dans la production de cacao. D'après M. Obasohan, cette initiative entend accompagner les programmes de développement du gouvernement. « L'administration actuelle fait des efforts, mais la vérité est qu'elle peut encore faire plus, en particulier dans le domaine de l'agriculture qui est censé être le plus grand pourvoyeur de main-d'œuvre », explique le responsable. Il convient de noter que ce nouvel engagement du secteur privé cible des filières agricoles qui enregistrent des réformes structurelles. En effet le gouvernement a approuvé, le 5 mai dernier, un projet de loi portant création de l'Office national de gestion du cacao (National Cocoa Management Board – NCMB), qui jouera le rôle d'organe de

Dans un pays à fort potentiel agricole, ces initiatives publiques créent un environnement, favorable aux investissements privés et l'intérêt manifesté par EuroAfricaCCI ainsi que ses partenaires pourrait servir de signal positif pour attirer d'autres investissements étrangers dans le secteur agricole nigérian.

ESCALADE MILITAIRE AU MOYEN-ORIENT

Les marchés financiers chahutés

Flambée des prix du pétrole, or qui se rapproche de son record, recul des actions, taux d'intérêt en hausse... Les marchés sont secoués vendredi par l'escalade militaire au Moyen-Orient, provoquée par les frappes aériennes d'Israël contre des infrastructures stratégiques en Iran et la riposte de Téhéran.

Après avoir temporairement bondi de plus de 12% dans la nuit, le cours du baril de WTI nord-américain a gagné 7,26% à 72,98 dollars. Le baril de Brent de la mer du Nord a pris quant à lui 7,02% à 74,23 dollars. "Il y a des craintes quant au fait que le conflit ne s'aggrave et n'entraîne des perturbations dans l'approvisionnement en pétrole, étant donné qu'un tiers de l'approvisionnement mondial (...) provient du Moyen-Orient", relèvent Carsten Fritsch et Barbara Lambrecht, de Commerzbank.
Dans ce contexte, les valeurs refuges sont recherchées par les investisseurs. La première d'entre elles, l'or, grimpait ainsi vers 20H40 GMT de 1,43% à 3.434 dollars l'once (31,1 grammes). L'actif évoluait proche de son dernier record de 3.500 dollars l'once, atteint en avril dernier.
Côté actions, les Bourses ont accusé le coup: à Wall Street, le Dow Jones a reculé de 1,79%, l'indice Nasdaq a perdu 1,30% et l'indice élargi S&P 500 a lâché 1,13%. Sur le Vieux Continent, Paris a reculé de 1,04%, Francfort 1,07% et Milan 1,28%. Londres a cédé 0,39%.
Les investisseurs "réduisent leur exposition au risque, mais il ne s'agit pas d'une vente de panique", estime auprès de l'AFP Steve Sosnick, d'Interactive Brokers.
Reste que "lorsque ce type d'événement survient, il y a des craintes de stagflation sur les marchés, mélange de faible croissance et d'inflation provoquée par la hausse des prix des énergies fossiles", relève Kevin Thozet, membre du comité d'investissement chez Carmignac, interrogé par l'AFP.
Les rendements des emprunts d'État grimpaient, les investisseurs estimant que cette "stagflation" compromettrait de futures baisses des taux des grandes banques centrales, alors que la Réserve fédérale américaine (Fed) se réunit la semaine prochaine. Vers 20H40 GMT, le taux d'intérêt américain à dix ans atteignait ainsi 4,41%, contre 4,36% la veille en clôture. Son équivalent allemand, référence en Europe, atteignait 2,53%, contre 2,47%.
Les investisseurs sont en partie dans "une approche attentiste vis-à-vis de ce qui se passera pendant le week-end parce que la situation est évidemment très instable", d'autant que "les marchés actions ne sont pas vraiment efficaces pour évaluer le risque géopolitique", estime Steve Sosnick.
Le dollar s'est quelque peu repris face à l'euro, après les frappes d'Israël contre l'Iran.
La devise souffre depuis plusieurs mois en raison du désamour des investisseurs envers les actifs américains à cause des menaces protectionnistes de Donald Trump. Vers 20H45 GMT, le billet vert prenait 0,31%, à 1,1548 dollar pour un euro.
La devise américaine est "soutenue par une préférence pour des devises plus sûres, malgré des inquiétudes persistantes quant à sa stabilité à long terme", constate Patrick Munnelly, analyste chez Tickmill.
La monnaie unique européenne souffre du fait que "les Européens sont davantage exposés à une hausse des prix du pétrole, car ils importent la quasi-totalité de leurs hydrocarbures", explique Kevin Thozet.
De nombreuses compagnies ont supprimé ou dérouté des dizaines de vols vendredi après les frappes israéliennes. Israël, l'Iran, mais aussi l'Irak et la Jordanie ont fermé leur espace aérien, provoquant l'annulation de nombreux vols vers et depuis le Moyen-Orient, ou survolant la région.
Les groupes du secteur dévissaient donc en Bourse, à l'image de United Airlines (-4,43%), American Airlines (-4,86%) et Delta (-3,76%) à Wall Street. En Europe, Air France-KLM a perdu 4,74%, Lufthansa 2,74% et Easyjet 2,65%.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 12 Juin 2025
Valeur : 16 Juin 2025

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	130.5052	130.5202
1	EUR	EURO	149.9505	149.9938
1	GBP	POUND STERLING	176.6209	176.6890
100	JPY	JAPANESE YEN	90.5532	90.5950
1	CNY	CHINESE YUAN	18.1717	18.1743
1	CHF	SWISS FRANC	159.6785	159.7163
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	95.4613	95.4793
1	DKK	DANISH KRONE	20.1347	20.1414
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.6897	13.6941
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.9747	12.9805
1	AED	UAE DIRHAM	35.5329	35.5437
1	SAR	SAUDI RIYAL	34.7893	34.7952
1	KWD	KUWAITI DINAR	426.2090	426.3973
1	TND	TUNISIAN DINAR	43.7453	44.1850
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.2520	14.2536
1	LYD	LIBYAN DINAR	23.9082	24.0307
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.2684	3.2786
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	177.5591	177.5591

APRÈS LES REPRÉSAILLES IRANIENNES FACE AUX ATTAQUES ISRAËL

Wall Street termine en forte baisse

La Bourse de New York a fini en forte baisse vendredi après que l'Iran a mené des tirs de missiles sur Israël en représailles à des attaques israéliennes sur son territoire, visant des sites nucléaires et des usines et rampes de missiles balistiques. L'indice Dow Jones a cédé 1,79%, ou 769,83 points, à 42.197,79 points. Le Standard & Poor's 500, plus large, a perdu -68,29 points, soit -1,13% à 5.976,97 points. Le Nasdaq Composite a reculé de son côté de -255,66 points, soit -1,30% à 19.406,826 points.
Des explosions ont été entendues dans le ciel de Tel Aviv et de Jérusalem, déclenchant les sirènes d'alerte, après que des missiles ont été tirés depuis l'Iran, selon l'armée israélienne.
Ces tirs de représailles sont une réponse aux attaques israéliennes sur les infrastructures nucléaires iraniennes, faisant craindre à une escalade des tensions dans la région. Les prix du pétrole ont augmenté de 7%, les marchés craignant que le conflit pourrait perturber l'approvisionnement en pétrole brut du Moyen-Orient.
Les entreprises du secteur ont terminé en hausse, à l'instar d'Exxon qui a grimpé de 2,2% et Diamondback Energy (3,7%). "S'ils finissent par fermer le détroit d'Ormuz, par lequel transite un tiers de l'approvisionnement mondial en pétrole, cela pourrait avoir un effet assez désastreux sur les marchés mondiaux", a déclaré Elias Haddad, stratégiste à Brown Brothers Harriman.Les entreprises du secteur aérien ont plongé. Delta Air Lines a perdu 3,8%, United Airlines a chuté de 4,4% et American Airlines a cédé 4,9%. A l'inverse, le secteur de la défense a grimpé, avec Lockheed Martin, RTX Corporation et Northrop Grumman gagnant tous plus de 3%. L'éditeur de photoshop Adobe a chuté de 5,3 %, les inquiétudes concernant le rythme trop lent de l'adoption de l'IA par l'entreprise ayant éclipsé une prévision de revenus annuels en hausse. Oracle a bondi de 7,7 % pour atteindre un niveau record, se redressant pour la deuxième journée après que l'entreprise technologique a présenté des prévisions optimistes, stimulées par la demande pour ses services d'intelligence artificielle. Nvidia a reculé de 2,1 % et Apple AAPL.O a perdu 1,4 %. VisaN et Mastercard ont tous deux chuté de plus de 4 % après que le Wall Street Journal a rapporté que les principaux détaillants explorent les cryptomonnaies qui pourraient éliminer le besoin d'intermédiaires de paiement.

BOURSE ZURICH

Nettement dans le rouge pour terminer la semaine

La Bourse suisse a fortement reculé vendredi, à l'instar de la plupart des autres places boursières. Les marchés ont été secoués par l'attaque d'Israël contre l'Iran. Cette nouvelle escalade des violences au Moyen-Orient a précipité les marchés financiers mondiaux dans la tourmente, alors que le pétrole et l'or flambaient.
A New York, Wall Street reculait également fortement en matinée, accusant le coup face à la recrudescence des tensions géopolitiques au Moyen Orient après les frappes israéliennes massives sur le sol iranien.
"L'escalade des tensions au Moyen-Orient entraîne une aversion au risque" parmi les investisseurs, a commenté auprès de l'AFP Angelo Kourkafas, d'Edward Jones.
"Nous assistons à une sorte de fuite vers la sécurité, les investisseurs achetant de l'or", qui se rapproche en conséquence de son plus haut historique, ou du dollar, généralement considéré comme une devise sûre, a relevé M. Kourkafas.
Pour Jochen Stanzl de CMC Markets, les frappes de l'armée israélienne contre des sites nucléaires et des responsables militaires iraniens "sont le seul sujet à la Bourse". Selon l'analyste, "il s'agit d'une escalade alarmante au Moyen-Orient qui a surpris de nombreux investisseurs". Israël a mené vendredi des frappes contre l'Iran, soupçonné de vouloir se doter de l'arme atomique. Les attaques aériennes ont notamment ciblé un site d'enrichissement d'uranium. L'une d'elles a entraîné la mort du chef des Gardiens de la Révolution, l'armée idéologique du régime, le général Hossein Salami. Téhéran a qualifié ces frappes de "déclaration de guerre", le président américain Donald Trump mettant en garde contre des attaques "encore plus brutales" si l'Iran ne conclut pas un accord sur le nucléaire.
Sur le front macroéconomique, la confiance des consommateurs a rebondi en juin aux Etats-Unis, au-delà de ce qui était attendu par les analystes, mais sans retrouver son niveau d'avant le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche. L'indice évaluant cette confiance est passé à 60,5 en juin, en augmentation de près de 16% sur un mois, selon une estimation préliminaire de l'Université du Michigan, qui fait référence.
En France, les prix à la consommation ont augmenté de 0,7% en mai sur un an, une hausse ralentie par rapport aux mois précédents, selon les chiffres définitifs. Sur un mois, les prix à la consommation ont baissé de 0,1%, un taux identique à celui annoncé précédemment.
En Allemagne, l'inflation est bien restée stable en mai, selon l'estimation définitive aussi. L'indice des prix à la consommation a progressé de 2,1%, comme en avril. La hausse des prix ne s'est plus accélérée depuis décembre, quand l'indice avait augmenté de 2,6% en Allemagne sur un an. Le SMI a terminé en repli de 1,44% à 12'146,02 points, avec un plus bas à 12'127,09 points inscrit en fin de séance et un plus haut à 12'236,18 points. Le SLI a abandonné 1,59% à 1978,73 points et le SPI 1,40% à 16'769,11 points. Les 30 valeurs vedettes ont terminé en rouge. ABB (-0,2%), le bon Lindt (-0,4%) et Zurich Insurance (-0,5%) ont le mieux résisté.
Sika (-3,8%) a par contre fini lanterne rouge, derrière SIG Group (-3,7%) et Partners Group (-3,4%). Les valeurs du luxe Swatch Group et Richemont (chacune -2,8%) font aussi partie des plus gros perdants du jour. Le luxe n'apprécie pas les soubresauts de la géopolitique mondiale. Un courtier de Vontobel conseille d'éviter des secteurs du "bien-être" comme le luxe ou les loisirs. Les poids lourds Nestlé (-1,4%), Novartis (-0,9%) et Roche (-1,1%) n'ont pas échappé à la tendance, mais ont tout de même fait mieux que l'indice. Egalement à la peine, Sonova (-2,5%) était traitée hors dividende de 4,40 francs suisses. Sur le marché élargi, les valeurs "touristiques" Avolta (-2,6%) et Flughafen Zürich (-3,5%) ont nettement reculé, affectées par le regain des tensions au Moyen-Orient, avec notamment la suppression de nombreux vols à destination de cette région.
Le facilitateur de distribution DKSH (-2,9%) est mandaté par le fabricant italien de perceuses de haute précision Rosa Ermando pour la commercialisation de l'ensemble de sa gamme de produits en Chine. Le groupe zurichois se charge de la vente, du marketing et du service-après-vente. Les détails financiers ne sont pas révélés.

SIGNE D'UN COUP D'ARRÊT ÉCONOMIQUE

Le PIB britannique recule de 0,3 % en avril

L'Office national des statistiques (ONS) a confirmé, le 12 juin, la baisse inattendue du PIB britannique, invoquant comme principales causes l'affaiblissement des services et de l'industrie manufacturière. Ce recul intervient dans un climat économique déjà fébrile, alimenté par l'entrée en vigueur de hausses d'impôts ciblant les entreprises ainsi que par de nouveaux droits de douane américains.

Une double peine que l'économie britannique encaisse de plein fouet. Selon Liz McKeown, directrice des statistiques économiques de l'ONS, interrogée par Le Figaro, les secteurs les plus affectés sont ceux qui comptaient sur des exportations vers les États-Unis : « le Royaume-Uni a ainsi connu en avril la plus forte baisse mensuelle jamais constatée des exportations de biens vers les États-Unis, avec des baisses observées sur la plupart des types de biens, suite à la récente introduction de droits de douane ».

Budgets ambitieux, croissance défaillante, le dilemme de Rachel Reeves

À peine vingt-quatre heures avant cette annonce, la ministre des Finances Rachel Reeves présentait ses grandes lignes budgétaires pour les années à venir. Une stratégie volontariste, axée sur 113 milliards de livres d'investissements publics étalés sur cinq ans dans des secteurs comme la défense, la technologie et le nucléaire. Mais l'urgence semble déjà rattraper les promesses.

Rachel Reeves a reconnu la gravité de la situation : « Notre mission première est de générer de la croissance, [...] ces chiffres sont clairement décevants », affirmait-elle dans un communiqué repris par Le Figaro. Un aveu difficile pour une responsable qui avait promis de relancer une économie « atone » à travers un arsenal d'investissements massifs. D'autant que cette politique expansive repose sur un assouplissement budgétaire qui pourrait s'avérer périlleux à l'heure où les marchés exigent de la discipline.

Le PIB chute après un coup de massue fiscale et le retour des douanes

L'économie britannique paie aussi le prix de mesures impopulaires. Le mois d'avril a vu l'application de cotisations patronales importantes, qui ont alourdi la pression sur des entreprises déjà fragilisées. Les témoignages recueillis par l'ONS font état d'un climat d'incertitude accru dans les milieux d'affaires. Mais le facteur externe le plus explosif reste sans doute la guerre douanière relancée par Washington. Le retour de droits de douane de 10 % imposés par le président américain Donald Trump sur une série de produits britanniques a torpillé les exportations vers le premier marché hors UE du pays. Un nouveau front commercial dont les répercussions commencent à peine à se faire sentir, alors que Londres peine à diversifier ses débouchés.

Vers une stagnation prolongée ?

Les projections des analystes ne sont guère encourageantes. Selon Yael Selfin, économiste en chef chez KPMG UK, « l'activité économique devrait rester atone jusqu'à la fin de l'année », citée par Le Figaro. Une prévision morose, tempérée toutefois par une note d'optimisme : « la solidité relative des finances des ménages devrait soutenir les dépenses et constituer un moteur essentiel de la croissance ».
Le gouvernement pourra-t-il capitaliser sur ce levier ? Rien n'est moins sûr, tant le climat général semble marqué par la défiance, la prudence et une montée du chômage, qui a atteint 4,6 % en avril.

DROITS DE DOUANE

Le 1er ministre japonais a convenu avec Trump d'accélérer les discussions sur un accord

Le Premier ministre japonais Shigeru Ishiba a déclaré qu'il s'était mis d'accord avec Donald Trump lors d'un appel téléphonique vendredi pour "accélérer" les discussions sur un accord commercial après les droits de douanes imposés par le président américain.
Les deux dirigeants ont convenu "d'accélérer les discussions en vue de réaliser un accord qui serait bénéfique à la fois pour le Japon et les Etats-Unis", a déclaré M. Ishiba aux journalistes, ajoutant que les deux hommes se rencontreraient en face à face en marge de la réunion du sommet du G7 au Canada la semaine prochaine. Le Japon est soumis aux mêmes droits de douane de base de 10% imposés à la plupart des nations, ainsi qu'à des prélèvements plus élevés sur les voitures, l'acier et l'aluminium.
Donald Trump a également annoncé une taxe douanière "réciproque" supplémentaire de 24% sur le Japon début avril, mais l'a ensuite suspendue, comme pour d'autres pays, jusqu'au début de juillet.
Cependant, les deux parties restent très éloignées, le Japon étant catégorique sur le fait que toutes les taxes douanières annoncées par Trump doivent être supprimées.
Lors d'une cinquième série de pourparlers samedi dernier, "nous avons progressé davantage vers un accord", a déclaré Ryosei Akazawa, l'envoyé commercial de Tokyo, aux journalistes japonais à Washington. Mais il a ajouté: "nous n'avons pas encore été en mesure de trouver un point d'accord".
Le sommet du G7, a ajouté M. Ishiba vendredi, sera une bonne occasion pour les deux dirigeants d'"approfondir les discussions sur les relations Japon-Etats-Unis".

ALLEMAGNE

L'inflation se maintient à 2,1 % sur un an en mai

L'inflation est bien restée stable en mai en Allemagne sur un an, selon l'estimation définitive publiée vendredi par l'institut allemand de statistiques "Destatis".
L'indice des prix à la consommation a progressé de 2,1%, comme en avril.
La hausse des prix ne s'est plus accélérée depuis décembre, quand l'indice avait augmenté de 2,6% en Allemagne sur un an.
Cette stabilisation s'explique par "la poursuite de la baisse des prix de l'énergie (-4,6%)", a souligné Ruth Brand, présidente de Destatis.
En revanche, "la hausse des prix des produits alimentaires (+2,8%) et des services (+3,4%) a continué d'exercer une pression à la hausse sur l'inflation" en mai, a ajouté Mme Brand.
Par rapport au mois précédent, les prix à la consommation ont globalement augmenté de 0,1 %. L'indice global des prix harmonisé, valeur référence pour la BCE, a également progressé de 2,1% sur un an en mai.
L'incertitude autour des négociations commerciales entre Washington et ses partenaires pèse sur les perspectives économiques, ce qui a poussé la BCE à revoir début juin à la baisse ses prévisions d'inflation pour 2025 (2,0%) et 2026 (1,6 %), en même temps qu'elle a abaissé ses taux pour la septième fois d'affilée.
A moyen terme, la relance budgétaire décidée en Allemagne pourrait faire remonter l'inflation dans le pays, mais de façon "limitée, avec un taux moyen juste au-dessus de 2% en 2026-2027", estiment des analystes

ARGENTINE

L'inflation à 1,5% en mai, au plus bas depuis 5 ans

L'inflation en Argentine s'est établie en mai à 1,5%, un niveau qui n'avait plus été observé dans le pays sud-américain depuis 5 ans, selon les données officielles publiés jeudi par l'Institut national de la statistique (Indec). La hausse des prix à la consommation sur mai confirme la tendance lourde de décélération de l'inflation après un an et demi de politique d'austérité sous la présidence de l'ultralibéral Javier Milei. L'inflation atteint 43,5% en interannuel, contre 211% à fin 2023.

ESPAGNE

Inflation révisée légèrement en hausse en mai, à 2% sur un an

L'inflation en Espagne a été légèrement révisée à la hausse en mai pour s'élever à 2% sur un an, soit 0,1 point de plus que l'estimation avancée il y a deux semaines, selon les données officielles publiées vendredi.
Le taux de hausse des prix à la consommation était de 2,2% sur un an en avril et de 2,3% en mars.
Selon l'Institut national de statistiques (INE), la modération en mai s'explique principalement par la baisse des prix dans le domaine des loisirs et de la culture, en particulier des packs touristiques (hôtel + voyages par exemple), qui avaient augmenté significativement en mai 2024.
Le coût du logement a également diminué en raison d'une hausse moindre des prix de l'électricité par rapport à l'année précédente.
La hausse de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), qui permet des comparaisons entre différents pays de la zone euro, s'est établie à 2% (chiffre révisé) sur un an en mai, contre 2,2% en avril.
L'inflation sous-jacente, qui exclut les prix des produits alimentaires ou de l'énergie et qui corrige les variations saisonnières, a baissé à 2,2% sur un an, soit 0,2 point de moins qu'en avril.
Selon la Banque d'Espagne, l'inflation devrait se situer autour de 2,5 % pour l'ensemble de l'année 2025, un niveau supérieur à l'objectif de 2% de la Banque centrale européenne.

APRÈS SES ATTAQUES CONTRE L'IRAN

Le chef de l'AIEA appelle l'entité sioniste à la plus grande retenue

Le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Rafael Grossi, a appelé vendredi l'entité sioniste à la plus grande retenue après ses attaques contre l'Iran, notamment contre des sites nucléaires.
"Je réaffirme que toute action militaire mettant en péril la sûreté et la sécurité des installations nucléaires risque d'avoir de graves conséquences pour le peuple iranien, la région et au-delà", a-t-il dit lors d'une réunion d'urgence du Conseil de sécurité des Nations Unies. Pour lui, la seule voie durable pour tous repose sur le dialogue et la diplomatie afin de garantir la paix, la stabilité et la coopération. Les sites nucléaires ne doivent jamais être attaqués, quel que soit le contexte ou les circonstances, afin de ne pas nuire aux personnes et à l'environnement. De telles attaques ont de profondes répercussions sur la sûreté, la sécurité et les garanties nucléaires, ainsi que sur la paix et la sécurité régionales et internationales, a martelé M. Grossi.
L'agence onusienne continue de suivre la situation de près. Son Centre des incidents et des urgences est en contact permanent avec les autorités iraniennes dès le début de l'attaque, confirmant régulièrement l'état des sites. Elle a ainsi formé une équipe spéciale chargée de suivre la situation de près, a dit Rafael Grossi.
"L'AIEA est en contact permanent avec l'autorité de régulation nucléaire iranienne afin de vérifier l'état des sites nucléaires concernés et d'évaluer tout impact plus large sur la sûreté et la sécurité nucléaires", a-t-il assuré. L'armée sioniste a mené plusieurs attaques, dans la nuit de jeudi à vendredi, contre des infrastructures civiles et militaires iraniennes, faisant plusieurs martyrs et blessés.

Pour vos Publicités Annonceurs !

Vendre, louer, acheter un appartement, un local,
Vous avez un bien à proposer ?
Un emploi à offrir ?...

... **Les Enjeux Eco**, votre quotidien spécialisé en économie, vous propose ses espaces publicitaires, au meilleur prix, les meilleurs délais et une mise en valeur de vos annonces !

Contactez-nous :
Téléphone : 0698 165 554
E-Mail : lesenjeux eco@gmail.com
Ou bien rapprochez-vous de nos services à :
MAISON DE LA PRESSE
TAHAR DJAOUT
1, rue Bachir Attar - Alger

Le meilleur accueil vous sera réservé

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA /AIN-DEFLA
DAIRA /HAMMAM RIGHA
COMMUNE / HAMMAM RIGHA
NIF / 098444059080019

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément aux dispositions de l'article 72 et 161 du décret présidentiel N° 15/247 de la 16/09/2015 portante réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

Le président de l'APC de Hammam-Righa informe les entreprises concernées par **L'avis D'appel D'offres Ouvert** avec exigence de capacités minimales N° 01/2025 .

Selon le p.v du comité communale des marchés public daté le 15/05/2025 et p.v de la commission d'ouverture Des plis et d'évaluation des offres et la réévaluation des offres techniques et financières du 27/05/2025 .

La commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres propose l'attribution provisoire comme suite

Désignation des opérations	Le soumissionnaire	Note technique	Numéro fiscal	Montant de l'offre	Délais	Observation
Revêtement en béton bitumineux depuis le siège de la gendarmerie nationale jusqu'au lycée de moudjahid regretté Hami medjdoub abdelkader en passant par c.e.m larbi tebessi et le stade communal a distance sur 2000M/L a Hammam Righa	BOUMAD BENYOUCEF *E.T.B/T.C.E* AIN TORKI (w) AIN-DEFLA	49.44	181440201325126	39 115 300.00 DA	90 Jours	Offre techniquement qualifiée

Les soumissionnaires qui sont intéressés a prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres technique et financières peuvent se rapprocher du siège de la commune (bureau marchés) Dans un délai de trois (03) jours au plus tard a compter du premier jour de la publication de cet avis d'attribution conformément aux dispositions de la loi 12/23 fixant les regles générales relatives aux marchés publics et l'article 161 ,72 du décret présidentiel N° 15/247 du 16/09/2015 portante réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

Et il peut aussi chaque soumissionnaire contestant le choix par le service contractant d'introduire un recours auprès de la commission des marchés de la commune dans un délai de DIX (10) jours au plus tard a compter du premier jour de la publication de cet avis d'attribution conformément aux dispositions de l'article 82 du décret présidentiel N° 15/247 du 16/09/2015 portante réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

Les Enjeux Eco: 15/06/2025 — **ANEP 2516019998**

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTAIRE DE
DIRECTION DE
L'HYDRAULIQUE
WILAYA DE LAGHOUAT
NIF DHWL : 099003019000736

Avis D'appel D'offres National ouvert avec exigence de capacités minimales N° 19/2025

La Direction de l'hydraulique de la wilaya de Laghouat lance un avis d'appel d'offres national ayant pour objet des travaux de :
Lot N°02 : Réalisation d'un forage de la commune de Laghouat (zone nord).
Lot N °09 : Réalisation d'un forage de la commune d'AIN Sidi Ali.

- **Tout soumissionnaire peut participer à tous les lots mais il ne sera retenu que pour deux lots au maximum**
- **Les soumissionnaires ne peuvent pas présenter leurs candidatures et offres dans le cadre d'un groupement.**

***Intitule d'Opération :**
Réalisation, Electrification Et Equipement De 2500 Ml Des Forages A Travers La Wilaya.

Les soumissionnaires intéressés par cet avis peuvent retirer le cahier des charges auprès de la Direction des ressources en eau de la wilaya de Laghouat.

Les entreprises qualifiées- peuvent retirer le cahier des charges auprès de : **Direction de l'hydraulique, Rue Docteur Saâdane Laghouat - (Secrétariat)**

Les soumissionnaires doivent joindre à leurs offres les documents légalisés, exigés par la réglementation en vigueur en deux enveloppes.

Les conditions de participées au offre

1/ Qualification : les soumissionnaires doivent avoir la catégorie **03 et plus en hydraulique principale code 34.303**.
2/ pour les lots (9) : Les soumissionnaires doivent présenter la carte grise + un PV de huissier de justice ne dépassant pas une année pour justifier la propriété de l'appareille rotary.
/ Pour les lots (2) : Les soumissionnaires doivent présenter la carte grise + un PV de huissier de justice ne dépassant pas une année pour justifier la propriété **de l'appareille rotary + MFT (Marteau fond du trou équipé de top drive)**.
3// pour les lots (2-9) : Les soumissionnaires doivent avoir au moins une attestation de bonne exécution d'un projet de réalisation de forage d'une profondeur pas moins de **200 mètre linaire** signature ne doit pas dépasser 05 ans.

1 - première enveloppe : offre candidature
- Déclaration de candidature.
- une déclaration de probité.
- Les statuts pour les sociétés.
- les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.
- tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats, des soumissionnaires ou le cas échéant, des sous- traitants :

* capacité professionnelles : la Qualification
*capacité financières : moyens financiers justifiés par les bilans et les références bancaires (2021/2022/2023).
* capacités technique :moyens humains et matériels et références professionnelles (références professionnelles/liste de matérielles/listes des capacité humaine / DAS 2023 /CNAS a jours) .

-2 – deuxième enveloppe : offre technique
- une déclaration à souscrire.
- un memoire technique justificatif
- planning des travaux
- tout document permettant d'évaluer l'offre technique..
- le cahier des charges portant à la dernière page.

3 –troisième enveloppe : offre financier
- la lettre de soumission.- le bordereau des prix unitaires.- Le détail quantitatif et estimatif.
- la décomposition du prix global et forfaitaire.

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insères dans des enveloppes séparées et et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature », »offre technique « ou » offre
financière »,selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans un autre enveloppe cachetée anonyme, comportant la monition « a n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres- appel d'offres N° : ..... : .....

La date limite de dépôt des offres est fixée après 15 jours de la première parution de cette avis dans les journaux Nationaux ou au BOMOP à partir de 08 :00 H jusqu'à 14 :00 H .

Les soumissionnaires resteront engages pendant une durée de 03 mois + délai de préparation des offres 15jours à compter de la date limite des dépôts, celons l'article 16 du cahier des charge.

Les soumissionnaires peuvent assister a l'ouverture des offres le même jour du dépôt des offres à 14 :00 H au Direction de l'hydraulique de la wilaya de Laghouat.

Les Enjeux Eco: 15/06/2025 — **ANEP 2516019966**

PANNE MONDIALE D'INTERNET

Que s'est-il vraiment passé ?

Hier soir, un incident technique majeur chez Cloudflare a mis à mal une partie de l'Internet mondial, rendant inaccessible de nombreux services populaires comme Discord, Spotify, ou encore Google Maps.

Le 12 juin 2025, Cloudflare a subi une panne de service majeure qui a affecté un grand nombre de nos services critiques, notamment Workers KV, WARP, Access, Gateway, Images, Stream, Workers AI, Turnstile and Challenges, AutoRAG, Zaraz, ainsi qu'une partie du tableau de bord Cloudflare.

Cette panne a duré 2 heures et 28 minutes et a eu un impact mondial sur tous les clients de Cloudflare utilisant les services concernés. Elle a été causée par une défaillance de l'infrastructure de stockage sous-jacente utilisée par notre service Workers KV, qui constitue une dépendance essentielle pour de nombreux produits Cloudflare, en particulier pour la configuration, l'authentification et la distribution des contenus au sein des services affectés. Une partie de cette infrastructure repose sur un fournisseur cloud tiers, qui a lui-même subi une panne ce jour-là, impactant directement la disponibilité de notre service KV.

Nous sommes profondément désolés pour cette panne : c'est un échec de notre part. Bien que la cause immédiate de l'incident soit liée à une défaillance d'un prestataire tiers, nous restons entièrement responsables des dépendances que nous choisissons et de la manière dont nous les intégrons à notre architecture.

Il ne s'agit pas d'une attaque ou d'un incident de sécurité. Aucune donnée n'a été perdue à la suite de cet événement. Les services Cloudflare Magic Transit et Magic WAN, DNS, cache, proxy, WAF et les services associés n'ont pas été directement affectés par cet incident.

Une panne d'infrastructure, pas une cyberattaque

Cloudflare, pilier souvent invisible mais essentiel d'Internet, a confirmé qu'il ne s'agissait ni d'un piratage, ni d'un acte malveillant, mais bien d'une défaillance technique chez un fournisseur cloud tiers. Celle-ci a entraîné une panne massive de ses services, affectant par ricochet de nombreux services majeurs sur Internet, notamment lié à son service Workers KV. Celui-ci joue un rôle central dans l'architecture Cloudflare, en assurant le stockage distribué de données critiques : configurations, identifiants d'utilisateurs, authentifications, etc.

Tout a commencé le 12 juin à 17h52 UTC (19h52 heure de Paris), lorsqu'un fournisseur cloud tiers utilisé par Cloudflare a connu une défaillance. Ce prestataire soutenait l'infrastructure de Workers KV, un service central au sein de l'écosystème Cloudflare.

Résultat : plus de 90 % des requêtes liées à Workers KV ont échoué, déclenchant une cascade de dysfonctionnements dans des services critiques. Access, WARP, Gateway, Turnstile, Workers AI ou encore le tableau de bord Cloudflare se sont retrouvés paralysés, incapables de fonctionner correctement sans cette brique de stockage distribuée. Même les services de diffusion vidéo comme Stream, d'analyse comme Zaraz, ou d'hébergement de sites comme Pages ont été frappés de plein fouet.

C'est toute l'architecture Cloudflare qui a vacillé à cause d'un maillon trop dépendant d'un fournisseur externe.

À son pic, la panne a même touché des applications de vidéoconférence et des services de rendu dans le cloud. La portée globale de cette panne s'explique par l'omniprésence de Cloudflare dans la chaîne de distribution du Web moderne.

Une panne de 2h28 et une remontée progressive

L'incident a été détecté à 17h52 UTC. Dès 18h06, il est classé comme critique (priorité P0). Les équipes ont rapidement cherché à migrer vers un stockage alternatif, en réduisant la charge sur le système affecté. À 20h23, les premiers services ont commencé à revenir. La situation est ensuite revenu à la normale à 20h28 UTC (22h28 heure de Paris).

Cloudflare reconnaît que cette panne survient en pleine refonte de l'architecture de Workers KV, en cours de migration vers Cloudflare R2, une solution maison plus résiliente dont l'objectif est de supprimer les dépendances critiques à des services tiers, éviter les points uniques de défaillance et mieux répondre aux exigences de souveraineté des données. Mais la bascule n'était pas encore achevée, exposant un angle mort dans la redondance des données. C'est ce vide qui a été mis en lumière le 12 juin.

Et maintenant ?

Face à cette panne, Cloudflare s'est engagé à accélérer la migration de Workers KV vers une infrastructure interne plus résiliente, tout en renforçant l'isolation de ses services pour limiter les effets domino. L'entreprise prévoit aussi de déployer des outils permettant un redémarrage progressif en cas de nouvelle défaillance, et d'auditer en profondeur l'ensemble de ses architectures dépendantes de Workers KV. « Nous sommes responsables de nos dépendances, même si la panne initiale venait d'un fournisseur tiers », reconnaît Cloudflare.

L'incident met surtout en lumière l'extrême interconnexion de l'infrastructure web mondiale, où des briques techniques peu visibles peuvent pourtant faire vaciller des pans entiers d'Internet. Dans un environnement de plus en plus centralisé et dépendant du cloud, cette panne se présente comme un rappel brutal de la fragilité systémique du numérique.

Source : Cloudflare

La nouvelle app Meta AI partage vos conversations avec le monde entier

Vous discutez régulièrement avec Meta AI ? Il y a de fortes chances que vos conversations aient été rendues publiques.

Mark Zuckerberg investit des sommes considérables pour que Meta devienne incontournable dans le domaine de l'intelligence artificielle. Disponible en tant qu'app mobile indépendante depuis fin avril 2025, son outil, Meta AI, soulève de nombreuses inquiétudes.

Déjà décriée pour avoir eu des conversations érotiques avec des mineurs, cette technologie a aussi été vivement critiquée pour l'utilisation des données publiques des utilisateurs à des fins d'entraînement. Mais il semblerait que tout cela ne soit que la partie été émergée de l'iceberg.

Une fonctionnalité Meta AI rend vos conversations publiques

Alors que Meta travaille actuellement à l'intégration de pubs et au lancement d'une souscription payante pour Meta AI, une nouvelle des plus fâcheuses pourrait bien mettre un frein à ses ambitions. Des utilisateurs, dont l'experte en sécurité Rachel Tobac, se sont, en effet, rendus compte qu'ils pouvaient à accéder aux conversations supposément privées d'autres personnes dans l'app. Pire, si Meta AI est connecté à Instagram, ce compte est automatiquement associé.

Comment cela est-il possible ? Tout semblerait provenir du bouton de partage de l'app. En cliquant dessus, on accède à un aperçu qu'il est possible de publier. Ce faisant, on partage, la plupart du temps sans en avoir conscience, nos conversations, mais aussi nos images et extraits audio avec… le monde entier.

Les conséquences sont, vous vous en doutez, dramatiques : des informations de toutes sortes - intimes, administratives, médicales, juridiques - sont désormais disponibles dans un flux Discover semblable à ceux que l'on rencontre au sein des réseaux sociaux.

Une négligence des plus inquiétantes

Le problème est double. Tout d'abord, Meta a voulu combiner son IA avec un flux de réseaux sociaux, ce qui est loin d'être sa meilleure idée : le partage en mode public des conversations Meta AI est, on le voit, particulièrement dangereux pour la vie privée. L'autre problème concerne le manque de transparence de la firme : Meta n'explique, en effet, jamais clairement comment fonctionnent les paramètres de confidentialité de son app. Les utilisateurs se connectant avec un compte instagram public n'envisagent donc pas une seconde que leurs conversations les plus gênantes soient exposées.

Face à l'ampleur de la situation, le site TechCrunch a contacté la firme de Mark Zuckerberg, mais leur porte-parole n'a pas souhaité faire de commentaire. Il faudra donc patienter pour voir quelles solutions la firme compte mettre en place pour régler ce problème de confidentialité majeur. En attendant, mieux vaut être vigilant en utilisant l'app Meta AI.

Source : TechCrunch

OPEL GRANDLAND ELECTRIC AWD

325 ch pour quatre roues motrices

Le SUV familial allemand suit ses cousins de Peugeot et a droit à un sacré coup de jus avec un deuxième moteur électrique pour offrir une transmission intégrale et 325 ch.

Non content de proposer une variante électrique de chacun de ses modèles, Opel y ajoute désormais des variantes plus épicées, dont certaines seront estampillées GSE. C'est donc au tour de l'Opel Grandland de bénéficier d'une version à quatre roues motrices opportunément baptisée AWD. Ce Grandland Electric AWD s'érige donc en porte-drapeau du constructeur au Blitz en adoptant la recette de ses cousins, les Peugeot E-3008 et E-5008 Dual Motor.

Deux moteurs et 325 ch

Jusqu'à présent, le Grandland Electric était disponible avec un moteur électrique de 213 ch sur le train avant associé à différentes capacités de batteries : 73 et 82 kWh, une troisième dotée de l'accu de 97 kWh étant possible ultérieurement - qui s'érige en variante la plus intéressante de la gamme. Mais pour assumer son rôle de porte-drapeau, il lui fallait un peu plus de prestance et de dynamisme. C'est la mission confiée à cette variante AWD qui reçoit un deuxième moteur électrique, cette fois associé à l'essieu postérieur. Ce dernier développe 82 kW/112 ch et porte la puissance combinée à 325 ch pour un couple maximal de 509 Nm. Suffisant pour passer de 0 à 100 km/h en 6,1 s… en mode Sport.

Quatre modes de conduite sont proposés :

- Mode normal : priorité au moteur avant et puissance maximale limitée à 230 kW/313 ch pour 450 Nm. Le moteur arrière s'enclenche automatiquement en cas de besoin : perte de motricité ou accélération plus nette.
- Mode 4WD : les deux moteurs fonctionnent en continu tandis que l'ESP et l'antipatinage adaptent leurs réglages pour optimiser l'adhérence sur surface glissante. La puissance et le couple maximal sont disponibles au besoin.
- Mode Sport : les deux moteurs fonctionnent en continu et la puissance est répartie selon le ratio 60:40 entre les essieux avant et arrière. La direction et l'accélérateur sont plus directs pour un ressenti plus sportif et une meilleure réactivité.
- Mode Eco : seul le moteur avant est sollicité en priorité avec une puissance limitée à 213 ch et 343 Nm. Le moteur et les roues arrière peuvent s'activer en fonction des besoins. La climatisation et la pédale d'accélérateur adoptent des réglages plus économiques.

Las, Opel fait le choix d'équiper le Grandland Electric AWD de la petite batterie de 73 kWh qui autorise une autonomie WLTP de 489 km. Dommage que l'option 82 ou 97 kWh ne soit pas proposée pour dépasser la barre des 500 bornes… Sans préciser la puissance de recharge maximale en courant continu (DC), Opel indique que 30 minutes sont nécessaires pour passer de 20 à 80 % de charge en conditions optimales. Rien de folichon donc.

Un look à part

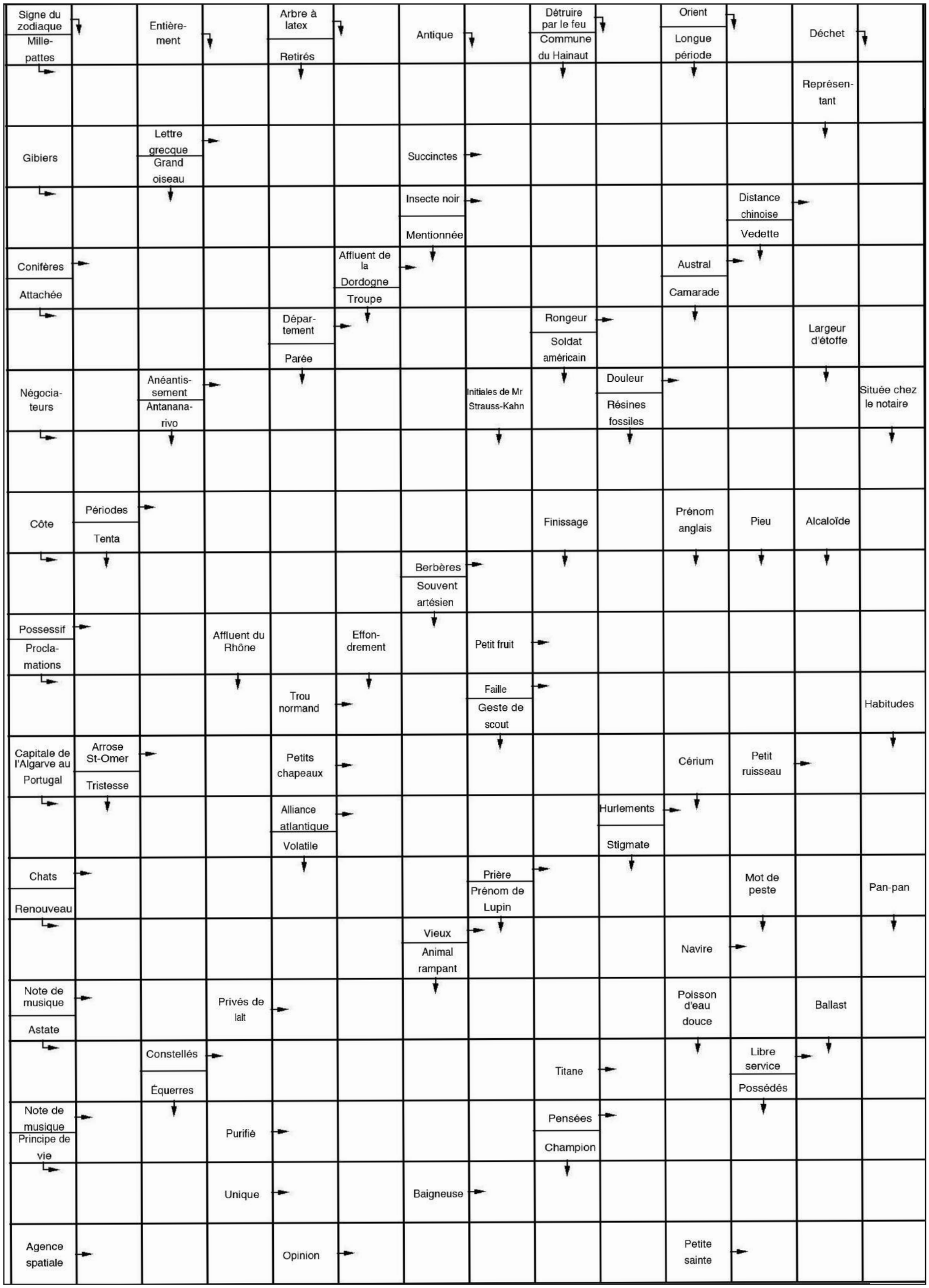
Sur le plan esthétique, le Grandland Electric AWD se distingue des autres versions par un bouclier avant spécifique adoptant des prises d'air différentes sur les côtés du bouclier tandis que le bas du pare-chocs postérieur est lui aussi légèrement retravaillé sur le plan graphique. Enfin, des jantes biton de 20 pouces au dessin inédit évoquant un flocon de neige complètent la panoplie de cette variante à quatre roues motrices et permettraient d'optimiser l'aérodynamisme du modèle, rabaissé ici à 0,278. Quand il faut aller jusqu'à la troisième décimale, c'est que l'on parle ici de différence négligeable.
Les tarifs de cet Opel Grandland Electric AWD ne sont pas encore connus mais les commandes devraient être ouvertes dès la fin juin 2025 avec des premières livraisons prévues dans le seconde moitié de l'année.

BMW XM 2025 : qu'est-ce qui change ?

Le BMW XM fait peau neuve, mais il faut y regarder de très près pour déceler les changements. Normal, les principales nouveautés se trouvent sous le capot ! BMW Motorsport a remanié le XM. Mais soyons honnêtes, parler de facelift nous semble exagéré au vu des modifications réelles qui se limitent à une nouvelle Frozen Tanzanite Blue, des jantes de 22 pouces désormais de série (pour la version haut de gamme), une calandre noire brillante aux accents plus modernes et des animations lumineuses différentes au démarrage.
Il convient toutefois de mentionner le surcroît d'énergie que l'on obtient à la station de recharge. De 7,4 kW, elle passe à 11 kW, ce qui signifie que la batterie d'une capacité nette de 25,7 kWh est désormais rechargée en 2h45. Autre changement, BMW réduit le choix de trois à deux versions : le XM 50e de base - avec son moteur six cylindres en ligne - et la version haut de gamme - le XM Label (le suffixe Red a également été supprimé) - qui continue à exploiter un V8 de 4,4 litres biturbo associé à un support électrique. Des motorisations qui existaient déjà auparavant et qui ne changent donc pas.

En dépit de ces maigres évolutions, BMW a jugé opportun d'augmenter le prix de base du XM 50e, qui avec ses 136.200 euros, coûte désormais 2.000 € de plus. À l'opposé, la version Label revoit ses ambitions tarifaires à la baisse en réduisant la facture de départ à 188.300 €, soit 22.150 € de moins.

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Dimanche 15 juin 2025 http:www.lesenjeuxeco.dz

ACCIDENTS DE LA ROUTE

10 morts et 507 blessés en 48 heures

Dix (10) personnes sont décédées et 507 autres ont été blessées dans des accidents de la route, survenus ces dernières 48 heures dans plusieurs wilayas, indique samedi, un bilan de la Protection civile. Les bilans les plus lourds ont été enregistrés dans la wilaya de Mascara avec deux (2) morts et un (1) blessé, suite à une collision entre un camion et un véhicule léger, et à Sétif avec deux (2) morts et un (1) blessé suite à une collision entre 2 motocyclettes, précise la même source. Par ailleurs, les secours de la Protection civile de la wilaya de Saïda sont intervenus pour l'évacuation d'un homme âgé de 49 ans, décédé intoxiqué par le monoxyde de carbone Co émanant.

ANP

Saisie de 85 kg de cocaïne à Adrar

Une quantité de cocaïne estimée à 85 kg a été saisie lors d'une opération qualitative menée par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) et des services de sécurité combinés relevant du Secteur militaire d'Adrar, indique samedi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Dans le cadre des efforts continus visant à lutter contre la criminalité organisée sous toutes ses formes et lors d'une opération qualitative, des détachements de l'Armée nationale populaire et des services de sécurité combinés relevant du Secteur militaire d'Adrar (3ème Région militaire), ont procédé, hier 13 juin 2025, à la saisie d'une quantité de drogue dure (cocaïne), estimée à 85 kilogrammes ainsi que d'un véhicule utilitaire", précise la même source. "Cette opération illustre, une fois de plus, la détermination des unités de l'ANP et des différents services de sécurité à lutter contre toutes les formes de criminalité organisée et de préserver la sécurité et la stabilité du pays", ajoute le communiqué.

CHARGÉ PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Le Premier ministre préside la cérémonie de célébration de la Journée nationale de l'artiste

Chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a présidé, samedi, au Centre international des conférences (CIC) Abdelatif-Rahal (Alger), la cérémonie de célébration de la Journée nationale de l'artiste. Lors de cette cérémonie, les lauréats du Prix du Président de la République pour les jeunes créateurs "Ali Maâchi" 2025, ont été récompensés dans les différentes catégories couvrant plusieurs domaines artistiques et littéraires, dont le roman, la poésie, la dramaturgie, la musique, les arts du spectacle (chant, danse, théâtre), les arts cinématographiques et audiovisuels ainsi que les arts plastiques. Cet événement annuel, organisé sous le haut patronage du président de la République, se veut un hommage à la contribution de la famille artistique dans la Guerre de libération nationale et confirme l'engagement des hautes autorités de l'Etat à promouvoir le statut de l'artiste, à encourager et à accompagner les jeunes créateurs, et à renforcer le rôle de la culture en tant que rempart de l'unité et de l'identité nationales, et levier important du développement global. Cette cérémonie, à laquelle ont assisté le ministre de la Culture et des Arts, M. Zouhir Ballalou, et des membres du gouvernement, a vu la participation de plusieurs personnalités nationales du monde de la culture et des arts, ainsi qu'une pléiade d'artistes et de créateurs algériens.

TLEMCEN

Organisation de la 3e Rencontre régionale d'Algérie Télécom avec les associations de protection du consommateur

La wilaya de Tlemcen a abrité, samedi, la troisième Rencontre régionale entre les cadres centraux et les représentants des directions de wilayas de l'Ouest du pays d'Algérie Télécom avec les associations de protection du consommateur. Mustapha Zebdi, président de l'Organisation algérienne de protection et d'orientation du consommateur et de son environnement (APOCE), organisatrice de cette rencontre, a souligné que "les associations de protection du consommateur portent fidèlement la voix du citoyen et doivent faire preuve d'objectivité pour favoriser l'évolution des services", ajoutant que pour "satisfaire le client, toutes les entreprises de services doivent offrir les meilleures prestations possibles". Il a précisé que toute entreprise de services qui prend en charge les préoccupations de ses clients est "une entreprise qui aspire à améliorer ses prestations". Le président de l'APOCE a proposé d'élargir ce type de rencontres aux opérateurs de téléphonie mobile, à la Société algérienne des eaux (ADE), à la Sonelgaz, et à d'autres entreprises prestataires de services.

Il a rappelé, d'autre part, que cette rencontre fait suite à deux rencontres similaires organisées précédemment dans les wilayas de Ouargla et Annaba, dans le but de permettre aux associations de protection du consommateur d'exposer les différentes préoccupations des citoyens des wilayas de l'Ouest du pays en matière de télécommunications aux responsables d'Algérie Télécom, en vue d'évaluer la qualité des services destinés à la clientèle. De son côté, Houssam Eddine El-Ayadhi, membre du bureau national de la même association, a salué les efforts fournis par les responsables d'Algérie Télécom dans la prise en charge des préoccupations soulevées lors des deux précédentes rencontres, appelant l'ensemble des entreprises de services à s'inscrire dans cette démarche et à renforcer les liens de communication avec les consommateurs. De son côté, le directeur de l'Exploitation et de la Maintenance des réseaux au niveau de la direction générale d'Algérie Télécom, Sofiane Lounis, a présenté les principales mesures prises pour améliorer la qualité des services et à accélérer la cadence de certains projets, notamment ceux liés au raccordement à la fibre optique. Amine Adoui, directeur de la Gestion des réseaux d'accès au sein de la même direction, a mis en avant le rôle stratégique des centres de maintenance et de production pour garantir la continuité des services de téléphonie fixe et d'Internet, ainsi que pour accompagner la transition du réseau en cuivre vers la fibre optique. Les préoccupations soulevées par les associations de consommateurs participantes ont porté principalement sur l'accélération du raccordement à la fibre optique et d'autres services liés au secteur des télécommunications, note-on.

NUCLÉAIRE

L'Iran dit que mener des pourparlers avec les Etats-Unis «n'a pas de sens»

Le ministère iranien des Affaires étrangères a déclaré samedi qu'il n'y avait "pas de sens" à ce que l'Iran maintienne dimanche des pourparlers prévus avec les Etats-Unis sur son programme nucléaire, au vu de l'attaque sioniste lancée contre le pays.

"Il est évident que dans de telles circonstances, et tant que l'agression du régime sioniste contre la nation iranienne ne cessera pas, il n'y aurait pas de sens à participer à un dialogue avec une partie qui est le plus grand soutien et complice de l'agresseur", a déclaré le porte-parole du ministère, Esmaeil Baqaei, dans un communiqué. L'ambassadeur iranien auprès des Nations unies, Amir Saeed Iravani, a déclaré que le bilan de l'agression perpétrée par l'entité sioniste contre l'Iran a atteint 78 martyrs, dont de hauts responsables militaires et plus de 320 blessés. Intervenant vendredi soir lors d'une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU sur la situation en Iran, M. Iravani a affirmé que "jusqu'à présent, 78 personnes sont mortes en martyrs, dont de hauts responsables militaires, et plus de 320 autres ont été blessées.

La grande majorité d'entre elles sont des civils, notamment des femmes et des enfants".

L'armée sioniste a mené plusieurs attaques, dans la nuit de jeudi à vendredi, contre des infrastructures civiles et militaires iraniennes, faisant des martyrs et blessés. Ces agressions se poursuivaient samedi faisant aussi de nouvelles victimes.

ZONE EURO

L'objectif d'inflation de 2% est à portée de main, selon la présidente de la BCE

L'objectif d'inflation de 2% fixé par la Banque centrale européenne (BCE) est désormais à portée de main, a déclaré la présidente de l'institution, Christine Lagarde, dans une interview publiée samedi. Dans cette interview accordée à l'agence de presse chinoise Xinhua, et diffusé sur le site internet de la BCE, Christine Lagarde a souligné que la stabilité financière constituait un préalable indispensable à la stabilité des prix.

"Nous sommes en passe d'atteindre notre objectif d'inflation à moyen terme de 2%, que nous avons défini comme la stabilité des prix", a-t-elle affirmé.

Au début du mois, la BCE a revu à la baisse ses prévisions d'inflation pour cette année et la suivante dans la zone euro, qui compte vingt pays, anticipant désormais une inflation de 2,0% en 2025 et de 1,6% l'année suivante.

Christine Lagarde a également indiqué que les travaux de la BCE sur la création d'une monnaie numérique progressaient, précisant que, si les législateurs soutenaient la proposition, le projet pourrait avancer rapidement.

ASSOCIATION DES PHARMACIENS ALGÉRIENS

Lancement d'une campagne nationale de don de sang

Une campagne nationale de don de sang a été lancée par l'Association nationale des pharmaciens algériens pour encourager l'ensemble des pharmaciens, professionnels et étudiants, à devenir des donneurs de sang réguliers et engagés dans la promotion de la santé publique, indique samedi un communiqué de l'association. Sous le slogan, "Un Pharmacien, un donneur de sang", cette initiative, lancée à l'occasion de la Journée mondiale du donneur de sang célébrée le 14 juin de chaque année, "permettra de constituer une base de données de donneurs pharmaciens" qui sera mise à la disposition des services de l'Agence nationale du sang, aux établissements hospitaliers ainsi qu'aux plateformes de bénévolat spécialisés", précise la même source. Dans le cadre de cette campagne, l'association mettra en œuvre plusieurs actions locales à savoir des sessions d'information sur l'importance du don de sang, des journées de collecte et des évènements de sensibilisation dans les facultés et les officines. A cette occasion, l'association a appelé l'ensemble des pharmaciens "à se mobiliser massivement et à donner l'exemple en participant à cette initiative solidaire". "Les pharmaciens acteurs de proximité et professionnels de santé de confiance jouent un rôle clé dans la chaine de solidarité et de prévention", indique le communiqué, ajoutant "que par leur implication dans le don de sang, ils peuvent devenir des ambassadeurs de cette cause et inciter la population à suivre leur exemple". Rappelant que le slogan retenu cette année pour la journée mondiale "Donnez du sang, donnez de l'espoir: ensemble, nous sauvons des vies", l'association explique que l'opération vise à renforcer les capacités de collecte de sang et à garantir un approvisionnement régulier et sécurisé en produits sanguins.